

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 2 (1884)
Heft: 19

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 6. März — Berne, le 6 Mars — Berna, li 6 Marzo

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 5. — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.Abonnement annuel Fr. 5. — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.Prezzo delle associazioni Fr. 5. — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes.

Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Vermisster Kapitalbrief.

Kapitalbrief Nr. 17,181 im Betrage von Fr. 265 mit Vorgang Fr. 4010 landrechtzinsig, Verlangen, haftend auf Nr. 119, Schwellmühle, in Oberegg. Debitor: Bichofberger, Karl Anton. Kreditorin: Signer, Barbara. Der all-fällige Inhaber dieses Titels wird aufgefordert, denselben innert der gesetzlichen Frist auf unterzogener Stelle einzugeben, widrigenfalls wird derselbe amortisiert.

Appenzell, den 1. März 1884.

Die Landeskantlei.

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce — Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1884. 29. Februar. Die Firma J. J. Aeberli in Oetwil a./S. ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

1. März. Die Firma Heinrich Haemig in Zürich ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

1. März. Emil Haemig und Heinrich Haemig, beide von und in Zürich, haben unter der Firma **Heinrich Haemig Söhne** in Zürich eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit der Eintragung in's Handelsregister ihren Anfang nimmt. Natur des Geschäftes: Cigarren- und Tabakhandlung. Geschäftslokal: Rathhausplatz 28 und Poststraße 10.

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau de Courtelary.

1884. 28. février. Le chef de la maison **Paul Jeanguenin**, à Corgémont, qui a commencé ses opérations le 1^{er} janvier 1884, est Paul Jeanguenin, de et à Corgémont. Genre de commerce: Boucherie, épicerie et mercerie. Bureau: Corgémont.

29 février. Sous la raison sociale **Caisse d'Epargne ouvrière à Sonceboz** il est fondé, à Sonceboz, une association qui a pour but de développer l'esprit d'économie dans cette localité et les environs en favorisant l'épargne. L'ensemble des déposants constitue la société. Les dépôts doivent avoir lieu mensuellement, du 25 au 30 de chaque mois. Chaque dépôt doit être au moins de cinquante centimes. Les membres qui quittent la localité peuvent ou retirer leur dépôt ou continuer à faire partie de la société. Tout sociétaire contracte l'obligation de verser chaque mois cinquante centimes au minimum, durant un an au moins. Il est facultatif d'anticiper les versements. Chaque membre reçoit contre un émolument un carnet portant son nom et renfermant les statuts. Si le dépôt se fait pour un mineur, par exemple pour un enfant, le nom de ce dernier doit être enregistré comme participant, tandis que la personne qui fait le versement n'est considérée que comme représentant. Toute cession ou mise en gage de carnet doit être annoncée au caissier. À la mort d'un membre il sera fait application du § 3 des statuts, à moins que l'on ne désire continuer les versements. Tout membre qui ne paie pas sa cotisation dans le terme fixé, sera soumis à une amende de 10 cent. au profit de la caisse commune. Sont admis comme motifs non amendables: La maladie, les cas de force majeure. L'encaisse ne doit pas dépasser cent francs. Tous les fonds disponibles seront déposés dans un établissement financier garanti par l'Etat. Les dépôts se font sous le nom de la raison sociale. Les prélèvements sur les fonds prêtés comme il est dit ci-dessus ou leurs remboursements ne peuvent se faire que moyennant les signatures du président et du caissier. Les votes par procuration sont admis. L'assemblée se réunit ordinairement une fois par année sous la direction du président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, sous la présidence d'un autre membre du comité, à l'effet de réviser les comptes et de procéder aux élections, et extraordinairement sur la décision du comité ou sur la demande écrite et motivée d'au moins dix membres. Les contrôleurs ont le droit de con-

voquer une assemblée générale lorsqu'ils le jugeront nécessaire. L'assemblée décide sur tous les objets à l'ordre du jour et sur les propositions individuelles faites à l'assemblée. L'assemblée choisit dans son sein et pour le terme d'une année: 1^{er} Un comité comprenant un président et 4 membres dont l'un doit tenir le protocole des séances de l'assemblée générale et celui du comité; 2^o des contrôleurs au nombre de trois; 3^o le caissier. Les obligations du comité sont les suivantes: a. Il dirige et surveille la marche des affaires et vide les plaintes des sociétaires auxquels le recours à l'assemblée générale est réservé; b. il détermine la somme pour laquelle le caissier doit fournir caution. Suivent les obligations des contrôleurs: a. Ils examinent les comptes mensuels et le bilan que le caissier est tenu d'établir chaque mois; b. ils révisent les comptes annuels; c. le président doit être informé des vérifications mensuelles. Le caissier représente l'établissement seul; il donne sa signature pour les différentes opérations, à l'exception des cas prévus par le § 10 des statuts. Il ne fait pas partie du comité, mais assiste aux réunions de celui-ci avec voix consultative. Il lui incombe en outre les affaires suivantes: a. Il reçoit les dépôts et tient les livres; b. il rembourse les avoirs des membres sortants; c. il établit un bilan mensuel; d. il boucle les comptes annuels au 31 décembre et les présente dans le délai de 4 semaines au plus tard au comité, qui les transmet aux contrôleurs. Il reçoit un salaire fixé annuellement par l'assemblée générale sur la proposition du comité. Les fonctions du comité et des contrôleurs sont gratuites. Une révision totale ou partielle des statuts peut être décidée en tout temps par l'assemblée générale. Le comité fait les propositions nécessaires. Les statuts de l'association sont entrés en vigueur le 1^{er} septembre 1883. La personne appelée à agir au nom de la société est, selon le § 14 des statuts, le caissier, à l'exception des cas où il s'agit des prélèvements sur les fonds prêtés ou de leurs remboursements qui ne peuvent se faire que moyennant les signatures du président et du caissier. Le président est actuellement M^r Oscar Wyss et le caissier M^r Hans Denger, les deux à Sonceboz.

1^{er} mars. Le chef de la maison **N. Beynon**, à Renan, est M. Numa Beynon, de Villeret, à Renan. Genre de commerce: Fabrication de boîtes argent et galonné. Bureau: Renan.

Bureau Schloßwyl (Bezirk Konolfingen).

29. Februar. Aus der Firma **Lehmann, Siegenthaler & C^{ie}**, Tabak-, Cigarren- und Kaffee-Essenz-Fabrikation, Kolonial- und Drogeriewaarenhandlung in Walkringen, publiziert im Handelsamtsblatt Nr. 12 vom 3. Februar 1883, ist der eine Geschäftsinhaber Herr Herrmann Wismer von Wezikon, in Walkringen, in Folge Uebereinkunft ausgeschieden. Das Geschäft wird vom nunmehrigen Alleinhaber Herrn Samuel Lehmann von Langnau, in Walkringen, unter der Firma **S^r Lehmann, Nachfolger von Lehmann, Siegenthaler & C^{ie}** in Walkringen fortgeführt.

Bureau Schwarzenburg.

26. Februar. Unter der Firma **Genossenschaftskäserei Gambach** hat sich eine Genossenschaft gegründet, mit Sitz in Gambach, Gemeinde Rüschegg und rechthlichem Domizil beim jeweiligen Präsidenten der Genossenschaft und mit dem Zwecke bestmöglicher Verwerthung der Milch durch Käse- und Butterfabrikation, sei es durch Betrieb dieses Geschäfts auf eigene Rechnung, oder durch Verkauf der Milch an einen Dritten zu derselben Verwendung, zu welchem Behufe die Genossenschaft Land erwerben, ein Käsereigebäude erbauen und zur Bezahlung der Bausumme ein Anleihen aufnehmen will. Die Statuten wurden am 31. Oktober 1883 festgestellt. Das Gründungs- und Betriebskapital der Genossenschaft übersteigt in keinem Falle Fr. 100,000. Jeder Genossenschafter hat bei seiner Aufnahme ein Eintrittsgeld zu bezahlen von mindestens Fr. 10 bis höchstens Fr. 40. Die Eintrittsgelder werden als Einschuss betrachtet und weder verzinst noch zurückbezahlt. Weitere, von Neueintretenden zu leistende Nachzahlungen bestimmt die Genossenschaft. Der Austritt erfolgt freiwillig, durch schriftliche Erklärung, welche drei Monate vor Schluß des Geschäftsjahres beim Präsidenten abzugeben ist, durch Ausschuß aus der Genossenschaft und durch Tod. In den beiden ersten Fällen verliert der Austretende jeden Anspruch an das Genossenschaftsvermögen. Die persönliche Haftbarkeit

der einzelnen Genossenschaftler für Genossenschaftsschulden ist ausgeschlossen. Organe der Genossenschaft sind: a. die Hauptversammlung, b. der Vorstand, bestehend aus einem Präsidenten, Vizepräsidenten, Sekretär, Kassier und einem Beisitzer. Der Präsident (resp. Vizepräsident) und der Sekretär sind zur Vertretung der Genossenschaft durch Kollektivunterschrift ermächtigt. Gegenwärtig ist Präsident: Herr Johann Zbinden im Fall; Vizepräsident: Herr Friedrich Mosimann, Großrath, im Schälisacker, und Sekretär: Herr Johann Zbinden in Gambach, alles Gemeinde Rüschegg. Das Zusammenberufen der Hauptversammlung geschieht durch persönliches Umbieten oder Zustellung einer Karte. Das Vermögen der aufgelösten Genossenschaft wird im Verhältniß der Einzahlung an die berechtigten Rechtsnachfolger der Genossenschaftler zurückbezahlt.

Bureau Trachselwald.

1. März. Die bisherige Kollektivgesellschaft Marti und Söhne in Sumiswald hat sich aufgelöst. Dagegen haben die beiden Söhne Adolf und Emil Marti von und zu Sumiswald und ihr Vater Herr Joh. Jakob Marti daselbst unter der Firma **Marti & C^e** in Sumiswald eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche auf 1. März 1884 ihren Anfang genommen hat. Die beiden Söhne sind unbeschränkt haftende Gesellschafter und Vater Marti ist Kommanditär mit dem Betrage von Fr. 50,000, schreibe fünfzigtausend Franken. Die neue Kommanditgesellschaft übernimmt Aktiva und Passiva der bisher bestehenden Firma Marti & Söhne.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1884. 1. März. Inhaberin der Firma **Frau Hoffmann** in Luzern ist Frau Katharina Hoffmann geborne Liniger von Weggis, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Weißwaarenhandlung. Geschäftslokal: Felsenhard, Obergrund.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friburgo

Bureau Murten (Bezirk See).

1884. 27. Februar. Die Firma **J. Äschlimann** in Kerzerz ist in Folge Verzichtes der Inhaberin erloschen.

Kanton Solothurn — Canton de Soleure — Cantone di Soletta

Bureau Stadt Solothurn.

1884. 29. Februar. Dr. Rudolf Kyburz von und in Solothurn und Adolf Weber von Utzwy, wohnhaft in Solothurn, haben unter der Firma **Chemische Gesellschaft Solothurn Doctor Kyburz & C^e** in Solothurn eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit der Eintragung in's Handelsregister ihren Anfang nimmt. Natur des Geschäftes: Fabrikation chemischer Produkte und Präparate für Hygiene, Hauswirthschaft und Technik. Fabrik und Bureau befinden sich in Nr. 120 und Dependenzen auf dem unter Hermesbühl in Solothurn.

Basel-Stadt — Bâle-ville — Basilea-Città

1884. 29. Februar. Alexander Carl Moritz Ulrich von Neubrandenburg (Preußen) und Theodor Judith von Arolsen (Preußen), beide wohnhaft in Basel, haben unter der Firma **Ulrich & Judith** in Basel eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 18. Februar 1884 begonnen hat. Natur des Geschäftes: Colportagebuchhandlung. Geschäftslokal: Friedensgasse 61.

Kanton Schaffhausen — Canton de Schaffhouse — Cantone di Sciaffusa

1884. 27. Februar. Inhaber der Firma **J. Giesser, Käser** in Dörfingen ist Jakob Giesser von Altshausen (Thurgau), wohnhaft in Dörfingen. Natur des Geschäftes: Käse- und Butterfabrikation.

27. Februar. Die Firma **Frau Margaretha Walch** in Wilchingen ist in Folge Konkurses der Inhaberin von Amtes wegen gestrichen worden.

27. Februar. Die Firma **K. Kleissler, Coiffeur** in Schaffhausen ist in Folge Liquidation des Geschäftes und Wegzug des Inhabers von Amtes wegen gestrichen worden.

29. Februar. Inhaber der Firma **Bend: Grunder** in Buchberg ist Bendicht Grunder von Vechigen (Kt. Bern), wohnhaft in Buchberg. Natur des Geschäftes: Käse- und Butterbereitung nebst Verkauf. Geschäftslokal: In der Sennerei.

1. März. Die Firma **J. Bollinger zum Hagelstein** in Schaffhausen ist in Folge Todes des Inhabers erloschen.

1. März. Jakob Wanner von Schleithelm, wohnhaft in Stühlingen, Fedor Frauenfelder von Schaffhausen, wohnhaft in Oberwiesen bei Schleithelm, Hans Pletscher, Reallehrer, Michael Pletscher, Gemeinderath und Hans Stamm-Wanner, alle drei von Schleithelm und wohnhaft in Schleithelm, haben unter der Firma **Wanner & C^e** in Schleithelm eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1884 ihren Anfang genommen hat. Jakob Wanner und Fedor Frauenfelder sind unbeschränkt haftende Gesellschafter, Hans Pletscher, Reallehrer, Michael Pletscher, Gemeinderath und Hans Stamm-Wanner sind Kommanditäre, jeder mit dem Betrag von Fünf Tausend Franken. Natur des Geschäftes: Handelsmühle. — Die Firma Wanner & C^e in Schleithelm erteilt *Prokura* an den Kommanditär Hans Pletscher, Reallehrer.

3. März. Unter der Firma **Küserlei-Gesellschaft Dörflingen** gründete sich am 18. Februar 1873 mit dem Sitze in Dörflingen eine *Genossenschaft*, welche zum Zwecke hat, durch Errichtung einer Käserei höhere und bessere Verwerthung der in der Gemeinde Dörflingen erzeugten Kuhmilch zu geben. Die am 1. Mai 1873 in Kraft getretenen Genossenschaftsstatuten sind am 18. Februar 1873 festgestellt und angenommen und unterm 7. Mai 1877 bis auf Weiteres bestätigt worden. Sämmtliche Mitglieder der Genossenschaft haften für die zu kontrahierenden Schulden gemeinsam und solidarisch. Die Genossenschaftsstatuten enthalten keine Bestimmungen über Bedingungen des Ein- und Austrittes von Genossenschaftlern, sowie über Verwendung eines allfälligen Gewinnes. Bei Aufnahme neu eintretender Mitglieder kann ein angemessenes Eintrittsgeld, welches auf Antrag der Kommission von der Generalversammlung bestimmt wird, gefordert werden. Das Austrittsgeld für einen Genossenschaftler richtet sich nach den Aktiven und Passiven und ist gegenwärtig auf Fr. 400 angesetzt. Zur Deckung der laufenden Ausgaben und zu allfälliger Abtragung der Bauschuld ist von den Genossenschaftlern drei Prozent des Betrages für gelieferte Milch an die Genossenschaftskasse zu bezahlen. Bei Todesfällen und Theilungen haften die Erben

mit allen Rechten und Pflichten, insofern nicht einer der Erben als Genossenschaftsmitglied dafür einsteht. Die Organe der Genossenschaft sind: a. Die Generalversammlung; b. die Kommission. Die Kommission wird von der Generalversammlung auf die Dauer von drei Jahren gewählt und besteht aus fünf Mitgliedern. Das erstgewählte Mitglied der Kommission ist zugleich Präsident derselben und der Generalversammlung. Die Kommission wählt einen Aktuar und einen Kassier. Die verbindliche Unterschrift für die Genossenschaft führen der Präsident und der Aktuar derselben durch kollektive Zeichnung. Präsident der Kommission und der Generalversammlung ist: Herr Joh. Martin Sigg, Gemeindepräsident; Aktuar: Herr Friedrich Kühlin, Gemeinderathsschreiber, beide von und in Dörflingen.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau Goßau.

1884. 1. März. Die Firma **Strickler & Schindler** in Goßau ist in Folge Wegzug nach Bülach und Eintragung der Firma im Handelsregister des Kantons Zürich hieserits gestrichen worden (vide Handelsamtsblatt Nr. 13, 1883).

1. März. Die Firma **Josef Hilber** in Mettendorf bei Goßau ist in Folge Konkurses von Amtes wegen gestrichen worden (vide Handelsamtsblatt Nr. 11).

Bureau Rorschach.

1. März. Aus der Kollektivgesellschaft der Firma **Cantieni, Eibler u. Schötle** in Rorschach ist Gustav Schötle von Stuttgart ausgetreten; in Folge dessen ist die Firma erloschen. Die übrigen Gesellschafter Hans Cantieni Vater, von Chur, in Rorschach, Eduard Eibler von und in Lindau und Carl Cantieni Sohn, von Chur, in Rorschach, führen die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Cantieni & Eibler** in Rorschach fort. Natur des Geschäftes: Bierbrauerei.

Bureau St. Gallen.

28. Februar. Die Firma **Albert Schuster & C^e** in St. Gallen hat am 2. Januar 1884 an Ferdinand Kradolfer in St. Gallen *Prokura* erteilt.

29. Februar. August Blaul von St. Gallen und Jakob Brunner von Wattwil, beide wohnhaft in St. Gallen, haben unter der Firma **Blaul & Brunner** in St. Gallen eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1884 begonnen hat. Natur des Geschäftes: Fabrikation und Export von mechanischen Stickerien. Geschäftslokal: Gutenbergstraße 16.

29. Februar. **Alphonse Forrer** von Alt-St. Johann, wohnhaft in St. Gallen, im Handelsregister nicht eingetragen, erteilt *Prokura* an Frau A. v. Tschudi-Forrer in St. Gallen.

1. März. Die Kollektivgesellschaft **Petersen & Bauer** in St. Gallen hat sich in Folge Todes des Gesellschafters Arthur Petersen aufgelöst. Inhaber der Firma **Max Bauer Dessinateur** in St. Gallen ist Max Bauer von Plauen, in St. Gallen. Diese neue Firma übernimmt Aktiva und Passiva der erloschenen Firma Petersen & Bauer. Geschäftslokal: Webergasse 32.

Kanton Graubünden — Canton des Grisons — Cantone dei Grigioni

1884. 3. März. Inhaber der Firma **H. Deelmann** in Davos-Platz ist Hayo Deelmann von Gröningen (Königr. Niederlande), wohnhaft in Davos-Platz. Natur des Geschäftes: Cigarren-, Tabak- und Rauchrequisiten-Handlung. Geschäftslokal: Im Hause Beeck.

Kanton Thurgau — Canton de Thurgovie — Cantone di Turgovia

1884. 29. Februar. Inhaber der Firma **Guggenheim & Söhne** in Gailingen, Baden, ist Leopold Guggenheim von und in Gailingen, laut Publikation im Amts-Verkündigungsblatt (Konstanzer Zeitung) Nr. 14 vom 18. Januar 1877. Derselbe hat am 6. Februar 1884 in Dießenhofen eine *Zweigniederlassung* errichtet unter obiger Firma.

29. Februar. Die Firma **Geb. Racine** in Aawangen ist in Folge Wegzuges ihrer Inhaberin von Amtes wegen gestrichen worden.

29. Februar. Die Firma **H. Marquart** in Dießenhofen ist in Folge Verzichtes der Inhaberin erloschen. Inhaber der Firma **Georg Sperle** in Dießenhofen ist J. Georg Sperle von Sontheim, O. A. Heidenheim, Württemberg, wohnhaft in Dießenhofen. Natur des Geschäftes: Bierbrauerei und Wirthschaft.

29. Februar. Die Firma **Julius Cohn** in Dießenhofen ist in Folge Wegzuges des Inhabers von Amtes wegen gestrichen worden.

29. Februar. Inhaber der Firma **Traugott Beuttner** in Bischofszell ist T. Beuttner-Leumann von und in Bischofszell. Natur des Geschäftes: Blattmetalle.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Lausanne.

1884. 27. février. Dans sa séance du 13 décembre 1883, le conseil d'administration de la **Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale et du Simplon**, procédant en vertu de l'art. 31 lettre a des statuts, à la nomination du directeur de la compagnie en remplacement de M. Chéronnet, décédé, a appelé à ces fonctions M. l'ingénieur Emile Colomb, inspecteur général, qui les remplissait déjà par intérim depuis le 26 juin 1883. M. Colomb est investi des mêmes pouvoirs et des mêmes attributions qui avaient été conférés à M. Chéronnet.

29. février. Le chef de la maison **Marie Peyrollaz** est D^{lle} Marie Peyrollaz, de Villars-Lussery, domiciliée à Lausanne. Genre de commerce: Epicerie et mercerie. Magasin: Rue Martheray, 20.

29. février. La société en nom collectif **Charton & C^e**, à Lausanne, est dissoute. Les associés en opèrent eux-mêmes la liquidation.

Bureau de Vevey.

27. février. Le chef de la maison **Henri Burky**, à Vevey, est Henri Burky, de Konolingen, Berne, domicilié à Vevey. Genre de commerce: Epicerie et mercerie. Magasin: Rue de Lausanne, n° 18.

Bureau d'Yverdon.

1^{er} mars. Le titulaire de la raison **Paul Zavallone**, à Yverdon, étant décédé, cette raison a cessé d'exister.

1^{er} mars. Auguste fils de Joseph Monti, de Cuzzago, province de Novare (Italie), domicilié à Yverdon, déclare être le chef de la maison

Auguste Monti, à Yverdon, précédemment connue sous la raison Paul Zavallone. Genre de commerce: Matériaux pour constructions, combustibles, spécialité de tuyaux pour conduites d'eau.

1^{er} mars. Le titulaire de la raison **Bernard Perret**, à La Mothe, ayant quitté le canton, cette raison est radiée d'office.

1^{er} mars. Le titulaire de la raison **Cécile Dubois**, à Yverdon, ayant quitté le canton, cette raison est radiée d'office.

Kanton Neuenburg — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Bureau de la Chaux-de-Fonds.

1884. 28 février. La maison **Ulrich Ingold**, à la Chaux-de-Fonds, révoque la procuration conférée à Christian Neuschwander, au dit lieu, et publiée le 17 juillet 1883, dans le n° 105 de la Feuille officielle suisse du commerce.

28 février. La raison **Ulrich Ingold**, à la Chaux-de-Fonds, inscrite au registre du commerce sous n° d'ordre 1106, et publiée dans le n° 105 de la Feuille officielle suisse du commerce le 17 juillet 1883, est éteinte ensuite de la renonciation du titulaire.

Kanton Gené — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1884. 27 février. La société en commandite actuelle **Fiala & C^e**, à Genève, sera dissoute le 29 février 1884, par suite du décès de la commanditaire Madame veuve Sophie Fiala, décès survenu en août 1883. Les suivants: Frédéric Gustave Fiala, de Genève, Mesdemoiselles Ida Fiala et Hedwige Fiala, de Elay (Berne), tous trois domiciliés au Chemin-des-Chênes (Petit-Saconnex), ont constitué à Genève, sous la raison sociale **Fiala & C^e**, une société en nom collectif, qui commencera le 1^{er} mars 1884. Frédéric Gustave Fiala est seul autorisé à représenter la société. La nouvelle maison **Fiala & C^e** reprend l'actif et le passif de l'ancienne maison du même nom. Genre de commerce: Tapis. Bureaux et magasins: 8, Grand-Quai.

27 février. Le chef de la maison **J. Jorin**, à Versoix, est Jacques Marie Jorin, de Versoix, y domicilié. Genre de commerce: Entrepreneur de ferblanterie.

28 février. La raison **Baud & Fils** (entrepreneurs de serrurerie), à Genève, est radiée dès ce jour, ensuite de la faillite des titulaires prononcée le 27 février, par jugement du tribunal de commerce.

29 février. La société en nom collectif **H. Maunoir & C^e**, à Genève, inscrite le 11 janvier et publiée le 22 janvier 1883 (voir Feuille officielle suisse du commerce page 42), a été dissoute à dater du 31 décembre 1883. Les suivants: MM. John Maunoir fils, Gaston Maunoir fils, Louis Auguste Genequand, Henri Maunoir père, ces deux derniers anciens associés de la maison susdénommée, tous de Genève et y domiciliés, ont constitué à Genève, sous la raison sociale **Maunoir Genequand & C^e**, une nouvelle société en nom collectif et en commandite, dans laquelle John Maunoir fils, Gaston Maunoir fils et Louis Auguste Genequand sont seuls associés gérants indéfiniment responsables, et Henri Maunoir père, ancien associé solidaire, reste associé commanditaire pour une commandite de fr. 60,000. Cette nouvelle société, commencée le 1^{er} janvier 1884, reprend dès cette date la suite des affaires de l'ancienne maison H. Maunoir & C^e et reste chargée de sa liquidation. Les pouvoirs les plus étendus lui ont été donnés à cet effet. La maison Maunoir Genequand & C^e a donné, dès le 1^{er} janvier dernier, sa *procuration* à François Louis Albert Richard, de Genève, y domicilié. Genre de commerce: Agents de change et banque. Bureaux: 8, Boulevard du Théâtre.

29 février. Le chef de la maison **L. Métal**, à Carouge, est Louis Métal, de Bassy (Haute-Savoie), domicilié à Carouge. Genre de commerce: Fer et quincaillerie, bois et matériaux de construction. Magasin et bureau: 417, Rue Ancienne.

29 février. La société en nom collectif **Paschoud & Dallwyk**, à Genève, est dissoute à dater du 26 février 1884. L'associé Charles Paschoud, de Genève, y domicilié, a seul repris, dès la même date et sous la raison **Ch. Paschoud**, la suite des affaires de la société Paschoud & Dallwyk, ainsi que son actif et son passif. Genre de commerce: Quincaillerie, jouets et outils. Bureaux et magasin: 13, Rue du Stand.

29 février. Le chef de la maison **Fleuret Humbert**, au Grand-Saconnex, est Humbert Fleuret, de Beaumont-sous-Salève (Haute-Savoie), domicilié au Grand-Saconnex. Genre de commerce: Cafetier et forgeron.

29 février. Par décisions des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires, réunies à Genève les 10 avril 1883 et 28 janvier 1884, les statuts de la **Société de l'Hôtel National de Genève** (inscrite le 30 mars et publiée dans la Feuille off. s. d. c. du 11 mai, page 548), ayant son siège en cette ville, ont été modifiés pour être mis d'accord avec le nouveau Code fédéral des obligations. La société a pour but l'exploitation de l'Hôtel National dont elle est propriétaire. Sa durée est de trente ans, finissant le 19 février 1911. Le capital social est de fr. 600,000, divisé en 1200 actions de fr. 500 chacune, au porteur. Mille actions sont libérées, deux cents ne le sont que de fr. 125 seulement. Les convocations de la société se font par avis insérés au moins un mois à l'avance dans la Feuille des avis officiels du canton de Genève. Les publications de la société sont valablement faites et opposables aux actionnaires et aux tiers par avis insérés dans la Feuille des avis officiels. La société est engagée et représentée vis-à-vis des tiers par celui ou ceux des membres du conseil d'administration désignés à cet effet. Le conseil d'administration se compose actuellement des quatre suivants, nommés par l'assemblée du 28 janvier 1884: Laurent Karcher, de Genève, y domicilié; Charles Fourcy, de Genève, y domicilié, les deux, déjà anciens administrateurs; Albert Locher, de Bienne, domicilié à Berne, ce dernier en remplacement du sieur Blanc-Lacour, démissionnaire; Henri Liebrich, de Bienne, domicilié à Berne.

1^{er} mars. Le chef de la maison **André Bachet**, à Satigny, est André Bachet, de Thoiry (Ain, France), domicilié à Satigny. Genre de commerce: Entrepreneur de bâtiments.

1^{er} mars. Le chef de la maison **E^t Foëx-Rey**, à Confignon, est Ernest François Foëx, allié Rey, de Confignon, y domicilié. Genre de commerce: Boulangerie.

1^{er} mars. Le chef de la maison **B^{er} Berger**, à Versoix, est Balthazar Berger, de Versoix, y domicilié. Genre de commerce: Marchand de bois et cafetier.

1^{er} mars. Le chef de la maison **V^e Chevrot-Lambossy**, à Satigny, est Madame veuve Louise Chevrot, née Lambossy, de Versoix, domiciliée à Satigny. Genre d'industrie: Ferblanterie.

II. Besonderes Register — II. Registre spécial — II. Registro speciale

Eintragungen: — Inscriptions: — Iscrizioni:

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1884. 28. Februar. **Friedrich Graber**, geb. 9. Oktober 1851, Schreiner, von Sigriswyl, Kt. Bern, wohnhaft in Enge.

Einnahmen der Zollverwaltung in den Jahren 1883 und 1884

Recettes de l'administration des péages dans les années 1883 et 1884

Monate Mois	1883		1884		1884		1884	
	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.	Mehreinnahme Augmentation	Fr.	Ct.	Mindereinnahme Diminution
Januar <i>Janv.</i>	1,421,795	78	1,518,781	21	96,985	43	—	—
Febr. <i>Févr.</i>	1,638,594	05	1,703,807	65	65,213	60	—	—
März <i>Mars</i>	1,814,913	19						
April <i>Avril</i>	1,740,796	34						
Mai <i>Mai</i>	1,732,688	57						
Juni <i>Juin</i>	1,564,135	17						
Juli <i>Juillet</i>	1,417,767	62						
August <i>Août</i>	1,449,029	36						
Sept. <i>Sept.</i>	1,625,079	20						
Oktob. <i>Octobre</i>	1,835,147	10						
Nov. <i>Nov.</i>	1,851,087	86						
Dez. <i>Déc.</i>	2,030,959	34						
Total	20,121,993	58	—	—	—	—	—	—
Auf Ende Febr.	3,060,389	83	3,222,588	86	162,199	03	—	—

Banknoten-Vernichtung.

Die bis Ende Februar 1884 zum Zwecke des Austausches gegen neue Notenformulare vernichteten alten Noten betragen:

Annulation de billets de banque.

Les anciens billets qui, à fin février 1884, ont été détruits pour être échangés contre de nouveaux formulaires se montent à:

Vernichtung unter der
Bundeskontrolle. Kantonalen Kontrolle
Annulation sous le contrôle
de la Confédération. cantonal.

1	St. Gallische Kantonalbank	—	4,600,000
2	Basellandschaftliche Kantonalbank . .	100,000	435,000
3	Kantonalbank von Bern	—	6,150,000
4	Banca cantonale ticinese	1,350,000	—
5	Bank in St. Gallen	—	3,600,000
6	Crédit agricole et industriel de la Broye	160,000	—
7	Thurgauische Kantonalbank	—	350,000
8	Aargauische Bank	2,450,000	—
9	Toggenburger Bank	140,000	—
10	Banca della Svizzera italiana	890,000	—
11	Thurgauische Hypothekenbank	—	370,000
12	Graubündner Kantonalbank	—	1,000,000
13	Kantonal-Spar- und Leihkasse Luzern	600,000	—
14	Banque du Commerce, Genève	—	10,700,000
15	Appenzell A./R. Kantonalbank	400,000	1,400,000
16	Bank in Zürich	—	1,900,000
17	Bank in Basel	—	3,800,000
18	Bank in Luzern	800,000	—
19	Banque de Genève	—	1,500,000
20	Crédit Gruyérien	140,000	—
21	Zürcher Kantonalbank	10,600,000	400,000
22	Solothurnische Bank	450,000	150,000
23	Bank in Schaffhausen	350,000	—
24	Banque cantonale fribourgeoise	468,095	—
25	Caisse d'amortissement de la dette publique	379,680	—
26	Banque cantonale vaudoise	—	3,306,000
27	Ersparnißkasse des Kantons Uri	115,000	—
28	Kant. Spar- und Leihkasse von Nid- walden	120,000	—
29	Banque populaire de la Gruyère	66,930	—
		19,579,705	39,661,000

Dagegen wurden bis Ende Februar 1884 an 33 konzessionierte Emissionsbanken für 86,795,000 Fr. neue Noten abgeliefert und zwar 10,350,000 Fr. in Abschnitten à 1000 Fr., 52,660,000 Fr. in Abschnitten à 100 Fr. und 23,785,000 Fr. in Abschnitten à 50 Fr.

Bern, den 29. Februar 1884.

Eidg. Finanzdepartement.

Par contre il a été livré, jusqu'à fin février 1884, à 33 banques d'émission légalement autorisées pour un montant de fr. 86,795,000 en nouveaux billets, savoir: fr. 10,350,000 en coupures de fr. 1000,

» 52,660,000 » » » » 100 et
» 23,785,000 » » » » 50.

Berne, le 29 février 1884.

Département fédéral des finances.

Ausstellungen in Budapest, Wien und Philadelphia.

Laut Note der k. k. oesterreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Bern ist der Anmeldetermin für die im Laufe des Jahres 1885 in Budapest stattfindende Landesausstellung bis Ende April d. J. verlängert worden. Die Zahlungen für die Platzmiete sind folgendermaßen bei der ungarischen Landesbank zu entrichten: das erste Drittel bei Empfang der Zulassungs-Erklärung, das zweite Drittel bis Ende Juni 1885 und die dritte Rata vor Schluß der Ausstellung, jedenfalls vor Rücknahme der ausgestellten Gegenstände (s. Nr. 11, S. 79 d. Bl.). Mit obiger Landesausstellung wird auch eine internationale Ausstellung von Maschinen und Werkzeugen für das Kleinergewerbe verbunden.

Ebenfalls laut Mitteilung der obgenannten Gesandtschaft wird noch im Laufe dieses Jahres in Wien eine Ausstellung von Motoren und Werkzeugmaschinen für das Kleinergewerbe stattfinden. Zeit und nähere Bestimmungen können erst später bekannt gemacht werden.

Der schweizerische Konsul in Philadelphia hat angezeigt, daß in letzterer Stadt am 2. September ff. J. eine internationale elektrische Ausstellung eröffnet werde, welche bis zum 10. Oktober dauern soll. Prospekte dieser Ausstellung werden auf Verlangen von der Handelskanzlei des unterzeichneten Departementes an Interessenten abgegeben werden.

Edig. Handels- und Landwirtschafts-Departement.

Tarifentscheide des schweiz. Zolldepartements im Monat Februar 1884.

Gegenstand	Zoll-satz	Tarifposition	Kategorie
Austern, Meerkrebse, volle Muscheln und andere Meerschalthiere:	per q. Fr. 1 Ct.		
a. wenn frisch	7 —	Austern, Meerkrebse etc.	II A 1
b. wenn in Gläsern oder Büchsen eingemacht	30 —	Eßwaaren, feine	II A 11
Cacaobutter	7 —	Droguerien, nicht genannte	VII A 3
Glycoline (Kesselsteinlösungsmittel)	— 60	Soda, roh	VII B 45
Hanfengel, rohe, abgefaserter . .	zollfrei	Brennholz*)	VIII A 2
Kali, doppelt chromsaures	7 —	Chem. Produkte, nicht gen.	VII B 30
Kalk, phosphorsaurer, künstlich dargestellt	— 60	Blanc de Troyes	VII C 70
Kalk, weinsteinsaurer	— 60	Weinstein, roh	VII B 59
Leguminosenmehl, Präparate von Hülsenfrüchten in Mehlform . .	7 —	Suppen, kondensirte . . .	II A 40
Mandelschalen, rohe	zollfrei	Abfälle	I A 14
Unterschwefligsaures Natron (Antichlor)	— 60	Chlorkalk	VII B 31
Vaseline, nicht gereinigte (sogen. Mineralfett)	1 —	Fettwaaren, nicht genannte	III B 37
Wagennaben, vorgedreht, nicht gebohrt, nicht gelocht	— 60	Ebenistenholz, gesägtes .	VIII A 10

*) Vgl. Bekanntmachung der Oberzolldirektion in Nr. 14 des Schweiz. Handelsamtsblattes Jahrgang 1884.

Décisions sur l'application du tarif rendues par le Département des péages en février 1884.

Objet	Droit	Rubrique du tarif	Catégorie
Beurre de cacao	7 —	Drogueries non dénommées	VII A 3
Bichromate de potasse	7 —	Prod. chim. non dénommés	VII B 30
Cannes de chanvre, brutes, teillées	exempt	Bois à brûler*)	VIII A 2
Coques d'amandes, brutes	exempt	Déchets	I A 14
Glycoline (désincrustant)	— 60	Sel de soude, brut	VII B 45
Huitres, homards, moules et autres coquillages marins, pleins:			
a. à l'état frais	7 —	Huitres, homards, etc.	II A 1
b. conservés en boîtes ou verres	30 —	Comestibles fins	II A 11
Hyposulfite de soude (Antichlor) .	— 60	Chlorure de chaux	VII B 31
Moyeux de roues, ébauchés sur le tour, ni percés, ni entaillés . .	— 60	Bois d'ébénisterie, scié .	VIII A 10
Phosphate de chaux, préparé artificiellement	— 60	Blanc de Troyes	VII C 70
Préparations comestibles de légumineuses en farine	7 —	Soupes condensées	II A 40
Tartrate de chaux	— 60	Tartre brut	VII B 59
Vaseline, non purifiée (graisse minérale)	1 —	Matières grasses, non dén.	III B 37

*) Voir publication de la Direction générale des péages dans le n° 14 de la Feuille officielle suisse du commerce, année 1884.

Berichtigung. Im Konsulatsbericht von Genua (s. Nummer 18 ds. Bl.) ist zu lesen: «Von anderen Einfuhrerzeugnissen der Baumwollindustrie sind noch zu nennen: Gefärbter Baumwollamast, Fouldars (sehr wenig), glatte und gestickte Mousseline und gestickte Vorhänge aus Tüll und Mousseline.»

Extrait du rapport du Consul suisse à Milan,

M. Oscar Vonwiller, sur l'année 1883.

(Consulat pour les provinces de Milan, Sondrio, Côme, Bergame, Brescia, Crémone, Mantoue, Modène, Reggio (Emilia), Parme, Plaisance, Pavie.)

Au point de vue économique, commercial et agricole, l'année 1883 a été un peu moins mauvaise que la précédente pour la Lombardie.

Les récoltes des blés ont été assez favorables, et celles du maïs ont été abondantes. Le riz a aussi donné un bon rendement soit pour la quantité, soit pour la qualité. La grêle a causé quelques ravages dans la province de Como et dans l'arrondissement de Lodi; cependant la production agricole en 1883 a atteint une bonne moyenne en Lombardie.

Vin. Les espérances que l'aspect des vignobles faisait concevoir vers le milieu de l'été ne se sont réalisées que dans une faible proportion, ensuite de l'apparition de la «peronospora viticola» qui a causé des dégâts dans les provinces de Pavie, de Como, de Sondrio et de Parme ainsi que dans les arrondissements de Gallarate et de Lodi. Les vendanges se sont faites partout dans des conditions très favorables, l'automne ayant été très beau. La quantité a été supérieure à celle de l'année précédente, tandis que la qualité a laissé beaucoup à désirer. La production du vin en Valteline peut être évaluée à 160,000 hl pour 1883. Les négociants suisses n'ont pas encore fait d'importantes acquisitions de vins de la Valteline cette année. Ils ont préféré acheter des vins de la récolte 1882 au prix de 60 à 70 L. l'hl à Sondrio, à 30—45 L. à Tirano et à 25—35 L. dans l'arrondissement de Ponte. Pendant les mois de novembre et de décembre le produit de 1883 a été vendu pour des caves entières: à Sondrio de 60—65 L., à Ponte de 20—25 L., à Tirano de 30—45 L. l'hl. Depuis l'ouverture du Gothard, le commerce des vins de la Valteline a été réduit de moitié environ. Les vins de la Toscane, du Piémont et de l'Italie méridionale sont transportés en Suisse à des prix plus modérés par chemin de fer, que ceux de la Valteline par les passages du Splügen et de la Bernina. Les acquisitions de vins faites en Valteline pendant l'automne 1883 par les négociants suisses peuvent être évaluées à 12—15,000 hl du produit de 1882 et 25—30,000 hl de celui de l'année 1883.

Les négociants suisses à Campocologno, à Brusio et dans les autres communes du canton des Grisons, qui touchent à la province de Sondrio, ont fait des achats très importants de marc de raisin destiné à la distillation. Ils trouvent leur intérêt dans ces achats, attendu que le marc de raisin est exempt de droits d'entrée en Suisse, tandis que l'eau-de-vie paie, en entrant dans le canton des Grisons, un droit fédéral de 16 fr. l'hl et un droit cantonal de consommation de 5 fr. l'hl.

Le commerce des vins en Italie prend un développement considérable et le Gouvernement étudie la manière de le favoriser et de l'organiser sur une base meilleure. Monsieur le Ministre de l'agriculture a invité, ces jours-ci, une centaine des principaux viticulteurs italiens à une conférence à Rome. Le but de la réunion était de discuter les moyens de faire progresser la culture de la vigne en Italie, d'améliorer la production des vins italiens et d'en augmenter l'exportation. Le Ministre se propose de rechercher les mesures propres à élever la viticulture à la hauteur d'une véritable industrie et d'assurer une production régulière de types de vins constants. Il paraît que le Gouvernement est disposé à favoriser la constitution d'une association de producteurs ayant pour but d'organiser l'exportation des vins italiens sur une vaste échelle, et à accorder des facilités aux producteurs touchant les tarifs des chemins de fer. On croit que l'exportation des vins italiens, qui atteint déjà deux millions d'hectolitres, peut être portée à six millions d'hectolitres.

Fromages. Il résulte de l'aperçu que je fais suivre, sur les fromages suisses importés à Milan par la maison Edouard Guscetti, pendant l'année 1883, que l'importation totale de cette maison a été de 296,000 kg contre 300,000 kilog. en 1882, soit une petite diminution de 4000 kilog. sur l'année précédente, et que le chiffre total de l'importation probable à Milan en 1883 présente une diminution de 23,400 kg. La différence que présente la quantité vendue en 1883, comparée à celle de l'année précédente pour les trois qualités d'Emmenthal, mérite d'être signalée. En effet, tandis que la vente de la seconde qualité s'est maintenue à un niveau presque égal, celle de la première qualité a triplé et la vente de la troisième qualité présente une diminution des deux tiers.

L'importation du «sbrinz» indique une diminution de 15,000 kg. Ce résultat provient d'une consommation générale moins grande, sans qu'il y ait cependant une raison qui puisse la justifier. D'après les prévisions, l'importation de cette qualité aurait dû, au contraire, progresser, les prix ayant légèrement fléchi pour cet article, tandis que ceux des autres qualités ont subi une hausse.

Les prix de la qualité supérieure de l'Emmenthal n'ont pas été proportionnels à ceux de la seconde et de la troisième qualité; le motif de cet écart provient de ce que la quantité importée à Milan en 1883 est trois fois plus grande que celle importée en 1882. Il est évident que le vendeur au détail, lorsqu'il se voit obligé de payer des prix trop élevés pour les qualités inférieures, préfère acheter la qualité supérieure dont la différence de prix n'est pas sensible. Peut-être cet état de choses est-il une conséquence de la convention conclue entre les fabricants de fromages suisses et les laitiers, par laquelle ils sont convenus de ne pas dépasser un certain prix dans les achats de lait. Ainsi les meilleures parties de fromage ont été vendues à des prix presque égaux à ceux des qualités inférieures. La différence des prix entre les trois qualités devrait se maintenir dans la limite de 50 à 60 cent. le kg.

Ce sont les ouvriers qui fournissent en Lombardie le grand contingent des consommateurs de fromage. Ceux-ci achètent du fromage italien, si son prix est de beaucoup au-dessous de celui des qualités inférieures du fromage suisse, car la classe ouvrière et agricole est obligée de se nourrir aussi économiquement que possible.

Les qualités supérieures sont destinées à la table du riche, qui, naturellement, n'en fait pas une grande consommation, le fromage n'étant qu'un accessoire dans son alimentation.

Pour que le commerce des fromages suisses se maintienne florissant en Lombardie il doit, conséquemment, être conduit de telle manière que les qualités supérieures présentent sur ceux de la qualité inférieure une différence de prix plus marquée que ce n'est actuellement le cas.

Il est fort à déplorer que certaines maisons suisses confient parfois

la vente de leur marchandise à des agents qui, pourvu qu'ils vendent, descendent même à faire du détail.

La fabrication du fromage système suisse prend en Italie des proportions toujours plus grandes, sous l'impulsion des « commizi agrari » et du Gouvernement italien, qui lui assurent leur appui et l'encouragent puissamment.

Quelques journaux italiens ont exprimé leurs vifs regrets du fait que, dans les négociations du traité de commerce avec la Suisse, l'on n'ait pas fait droit aux réclamations des producteurs de fromage de la vallée d'Aosta et de plusieurs laiteries sociales de l'Italie septentrionale.

Pour détourner le danger que le commerce des fromages suisses rencontrera en Lombardie dans une époque plus ou moins éloignée de la part de la concurrence des fromages italiens système suisse, il faut absolument que nos fabricants persévèrent dans leurs efforts pour rendre la fabrication de nos fromages toujours plus parfaite. En agissant ainsi, on fera mieux ressortir la grande différence qui existe entre les vrais fromages suisses et ceux qui sont imités.

Une entente à ce sujet, entre les principaux fabricants suisses et les grandes maisons d'importation de fromage en Lombardie, serait fort désirable, dans le but de mieux régler la vente de cet article, puis d'assurer et de faciliter l'importation en Italie d'une plus grande quantité de fromages suisses.

La maison Edouard Guscetti a importé, en 1883, 60,000 kg de fromage de la Bavière et 31,000 kg du Tyrol.

La Suisse n'a pas eu à lutter avec ces deux pays, parce qu'ils ont maintenu des prix trop élevés.

Importations de fromages suisses à Milan par M. Edouard Guscetti du Tessin. en 1883.

Qualité	Provenance	Quantité	Valeur	Prix moyen par kg à la gare de provenance
	Cantons de :	kg	Fr.	Fr. Ct.
Emmenthal 1 ^{re} qualité .	Berne	67,700	116,644	1 72
" 2 ^e " .	Berne, St-Gall et Zurich .	95,900	151,522	1 58
" 3 ^e " .	Bâle, St-Gall et Zurich .	40,300	51,180	1 27
Sbrinz, produit 1882 .	Unterwald	55,660	101,300	1 82
Ursern " 1883 .	Uri	1,540	2,723	1 76
Battelmatt " " .	Tessin (Vallemaggia) . .	18,100	28,055	1 55
Maigres " 1882 .	Unterwald et Zurich . .	16,800	13,776	82
	Total 1883	296,000	465,000	1 57
	" 1882	300,000	430,000	1 43
	" 1881	230,400	327,400	1 51

L'importation totale supposée des fromages suisses à Milan en 1883 peut être évaluée à 1,100,000 kg contre 1,123,400 kg en 1882.

Vers à soie. La campagne séricicole de l'année 1883 en Lombardie peut être classée parmi les satisfaisantes. Les pluies du mois de juin ont affaibli la feuille des mûriers et c'est pour cela que le rendement des cocons a été un peu inférieur à celui de l'année précédente.

Quantité de graines mises à l'incubation (onces de 27 g)

	en Lombardie	dans le Royaume
graines indigènes	141,925	552,137
" originaires	82,613	233,429
" reproduites	362,492	670,271
Total	587,030	1,456,137

Récolte des cocons

	en Lombardie	dans le Royaume
indigènes	kg 4,608,046	kg 17,392,259
originaires	" 2,407,517	" 5,987,711
reproduits	" 10,009,295	" 18,841,069
Total	kg 18,009,858	kg 42,221,039

Produit moyen par once

	en Lombardie	dans le Royaume
indigènes	L. 32. 43	L. 31. 48
originaires	" 29. 14	" 25. 65
reproduits	" 30. 34	" 28. 11
Moyenne	L. 30. 68	L. 29. —

L'augmentation totale des graines mises à l'incubation a été de 112,478 onces sur l'année précédente; quant à la récolte totale des cocons, elle a été, pour le Royaume, supérieure de 10,333,013 kg à celle de 1882. Il est satisfaisant pour la prospérité de la sériciculture italienne de pouvoir constater que l'élevage des races jaunes indigènes, comparé à celui de l'année précédente, présente une nouvelle augmentation. Les éleveurs tendent toujours plus à s'émanciper de la forte contribution que l'Italie paie chaque année au Japon.

Soie. L'année 1883 n'a pas été meilleure que sa devancière pour le commerce de la soie en Lombardie. Le découragement et l'indifférence générale amenèrent une baisse qui, depuis le mois de janvier, n'a plus ralenti sa marche que vers la fin de novembre.

En effet, les « organzini classici » 18/22, qui valaient 67—66 L. au commencement de l'année, sont descendus à 62—61 L. vers le milieu de novembre. Cependant, cet article ne se trouvait pas dans des conditions défavorables au point de produire une telle débâcle. Le travail dans les fabriques avait toujours été très actif, et la consommation de la soie présentait une augmentation. On était donc, en général, sous une impression trop pessimiste et que rien ne justifiait.

Cet état de choses ne devait pas durer, et l'attention publique allait être soudainement éveillée par l'alarme que donnèrent quelques industriels de Milan, qui projetèrent la constitution d'une association séricicole nationale, devant servir de régulateur entre la consommation et la production. L'agitation, provoquée parmi les producteurs, les industriels et les négociants, dans le but de soutenir cette branche importante de commerce, apporta aussitôt de bons résultats. Au découragement et à l'atonie succédèrent la confiance et l'espérance dans un avenir moins défavorable, si bien qu'à la fin de décembre le cours de tous les articles s'était relevé de 2 à 3 fr.

Les adversaires du « consorzio serico » n'admettent pas, il est vrai, que la petite reprise des affaires ait été l'effet de l'agitation produite par la formation de l'association. Il est toutefois hors de doute que les discussions qui eurent lieu, les statistiques qui furent recueillies et publiées, ont mis en évidence la véritable situation de l'industrie séricicole, qui n'était pas aussi désastreuse qu'on le croyait généralement.

Le comité qui a été chargé de la constitution du « Consorzio serico italiano » vient de publier un projet de statuts. Celui-ci dispose, entre autres, que le capital doit être de 10 millions de francs divisés en cent mille actions de 100 fr. chacune, la durée de la société de 30 ans et le siège à Milan.

Il paraît, cependant, que la souscription des actions ne donne pas tous les résultats auxquels les initiateurs s'attendaient et qu'elle procède avec une certaine lenteur.

Je fais suivre quelques relevés sur cette branche de commerce.

Conditions des soies à Milan pendant les 10 dernières années :

1874/75	2,869,250 kg,	1875/76	3,400,565 kg,	1876/77	2,653,010 kg,
1877/78	2,448,830 kg,	1878/79	2,903,340 kg,	1879/80	2,603,980 kg,
1880/81	3,052,430 kg,	1881/82	3,832,627 kg,	1882/83	3,346,885 kg,
1883/84	juillet-décembre	1,769,035 kg,			

Prix des différentes qualités de soie sur la place de Milan.

	31 décembre 1882				30 juin 1883				31 décembre 1883			
	16/20	18/22	20/24	22/26	16/20	18/22	20/24	22/26	16/20	18/22	20/24	22/26
<i>Organzini</i>	L.	L.	L.	L.	L.	L.	L.	L.	L.	L.	L.	L.
Classici	69	68	66	65	65	63	62	62	64	63	62	61
Buoni correnti . . .	64	62	61	60	58	57	57	56	60	59	57	56
<i>Trame</i>												
Classiche	—	—	64	63	—	—	62	60	—	—	61	60
Buone correnti . . .	—	—	60	59	—	—	57	56	—	—	57	56
<i>Greggie</i>	8/10	9/11	10/12	11/13	8/10	9/11	10/12	11/13	8/10	9/11	10/12	11/13
Classiche	58	57	55	55	55	54	53	53	55	54	53	52
Buone correnti . . .	54	53	52	51	51	50	50	49	51	50	49	48

Imprimés et tissus de coton. La situation des imprimés et des tissus de coton suisses n'a point changé en 1883 et peut-être a-t-elle plutôt empiré pour ce qui concerne la Lombardie. La vente de ces articles dans ce dernier pays n'a plus, pour ainsi dire, aucune importance ensuite de la concurrence des fabriques de Glasgow, mais principalement de la fabrique milanaise De Angeli & C^e, protégée par les droits d'entrée excessifs qui frappent les imprimés de coton en Italie.

Horlogerie. Le commerce d'horlogerie en Lombardie est presque exclusivement entre les mains de négociants suisses, dont plusieurs sont établis sur cette place.

On ne rencontre du reste que la montre suisse dans ces provinces, et pour les raisons énoncées plus loin il n'y a pas à craindre que les produits français, anglais ou américains viennent nous disputer le terrain. Notre marché est encombré de produits d'une qualité très ordinaire, parfois même mauvaise, aussi les prix ont-ils atteint la limite extrême du bon marché et le placement de la montre soignée devient-il de plus en plus difficile. La principale cause de cet état de choses est la surproduction que l'on constate depuis quelques années dans cette branche.

Elle a pour résultat immédiat de rendre les affaires scabreuses, aussi pour en faire faut-il les forcer. Les conditions économiques de la Lombardie n'encouragent nullement à se lancer dans des spéculations sur cet article, que la proximité de la frontière a trop fait connaître. Il faut désormais se résigner à voir les produits de cette riche industrie nationale être traités comme des articles quelconques, depuis surtout que des négociants vont offrir la montre à n'importe qui au lieu de se contenter, comme autrefois, de servir l'horloger et l'orfèvre, seuls au courant de ce commerce.

Le remontoir, tant en or qu'en argent et en métal, s'est substitué à la pièce à clef, qui tend peu à peu à disparaître presque complètement du marché.

Il est impossible de donner des chiffres, même approximatifs, sur la consommation des montres suisses en Lombardie, attendu qu'une statistique de douane ne peut être consultée à cet égard; mais je ne pense pas que l'importation soit inférieure à 200,000 pièces.

Je crois de toute nécessité de rappeler ici, de rechef et d'une manière toute particulière, les avis donnés à nos fabricants et négociants d'horlogerie dans mes précédents rapports. Je répète donc que, pour ne pas s'exposer à des pertes souvent considérables, ils ne devraient pas accorder trop facilement des crédits à certains chevaliers d'industrie établis à Milan. Généralement, ce n'est qu'après avoir livré la marchandise qu'on s'adresse au consulat pour avoir des renseignements sur ces filous.

Exportations de Milan aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord. D'après les données fournies par le Consulat des Etats-Unis d'Amérique en cette ville, l'exportation depuis le 1^{er} octobre 1882 au 30 septembre 1883 s'élève à la somme de 12,566,937 L., dont 80,981 L. pour fromages, 25,923 L. pour liqueurs, 600,039 L. pour tissus de soie.

Abolition du cours forcé en Italie. La reprise des paiements en or s'effectua en Italie le 12 avril 1883 sans entraver en aucune manière le mouvement général des affaires. Les opérations continuent à se faire avec le plus grand calme. L'emploi des billets de banque est entré si profondément dans les habitudes de la population que celle-ci les préfère souvent à l'or et à l'argent.

La réussite n'aurait pu être plus complète et le moment choisi pour cette opération par le Ministre Magliani n'aurait pu être plus opportun.

Taux de l'escompte. Le taux de l'escompte de la Banque nationale a été maintenu au 5 % pendant toute l'année. Celui de la place de Milan a varié entre 4 3/4 et 4 1/2 %.

La rente italienne 5 % a oscillé sur la place de Milan entre les limites de 86.55 (23 janvier) et de 93.15 (2 juin).

Ouvriers suisses en Italie. Je dois de nouveau dissuader les ouvriers suisses de se rendre en Italie, s'ils n'ont pas du travail assuré d'avance. Que l'on sache aussi que l'ouvrier suisse ne gagne ordinairement pas assez dans ce pays pour se procurer une nourriture conforme à ses habitudes, alors que l'ouvrier italien est très modeste dans sa dépense et se contente d'un minime salaire.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Gewerbliches Bildungswesen der Schweiz. Eine der Aufgaben des eidg. Handels- und Landwirthschaftsdepartementes bei der Ausführung des Postulates* vom 26. April 1882 betreffend die gewerbliche Enquête bestand darin, sich über den Stand des gewerblichen Berufsunterrichtes in den Kantonen genau zu orientiren. Das Departement richtete zu diesem Zweck an die Kantonsregierungen ein Kreisschreiben, welches folgende Fragen enthielt:

- 1) Bestehen Anstalten für gewerblichen Berufsunterricht in Ihrem Kanton? (Bejahenden Falls Aufzählung derselben, Notizen über Organisation, Lehrer- und Schülerzahl, Unterrichtsplan etc.)
- 2) Welches ist das Budget einzelner solcher Anstalt? Wie vertheilen sich die Kosten auf Kanton, Gemeinden, Private?
- 3) Begehrt Ihr Kanton eine Bundessubvention zur Unterstützung solcher Anstalten? Wenn ja, in welchem Betrage? Wie würde dieselbe verwendet?
- 4) Wie groß ist die Summe, welche Ihr Kanton für das gewerbliche Bildungswesen ausgibt? Wie viele Prozente der Gesamtausgaben?

Die Antworten der Kantonsregierungen bilden ein sehr reichhaltiges Material, das sich in der bundesrätlichen Botschaft vom 20. November 1883 betr. die gewerbliche Enquête vereinigt findet. Wir entnehmen demselben auszugsweise das Folgende, voraussetzend, daß der Gegenstand angesichts der bevorstehenden Behandlung desselben durch die Bundesversammlung zur Zeit ein erhöhtes Interesse bietet.

Kanton Zürich. Gewerbliche Bildungsanstalten sind: das Gewerbemuseum in Zürich, das Gewerbemuseum in Winterthur, die Seidenwebeschule in Zürich. Danebst wird in 107 Handwerks-, Gewerbe- und Fortbildungsschulen mehr oder weniger beruflicher Unterricht erteilt.

Das Gewerbemuseum Zürich bezweckt die Förderung einheimischer Gewerbe und Industrien, die Anregung zur Einführung neuer Erwerbszweige und die Bildung des guten Geschmacks in Styl und Formen, namentlich bei den Handwerken.

Zur Erreichung dieser Zwecke sollen dienen:

a. eine öffentliche Sammlung von mustergültigen kunstgewerblichen Gegenständen und Abbildungen oder Modellen von solchen, sowie der betreffenden Literatur; b. die Ausstellung von Erzeugnissen der einheimischen Gewerbe und Industrien, sowie von neuen Erfindungen und Verbesserungen, Hilfsmaschinen und Materialien; c. ein ständiges Auskunfts-bureau zur Beantwortung gewerblicher Fragen; d. Fachschulen zur Ausbildung junger Leute in kunstgewerblicher Richtung für bestimmte Berufsarten; e. die Stellung von kunstgewerblichen Preisaufgaben; f. die Anordnung öffentlicher Vorträge.

Mit dem Museum ist seit 1878 eine Kunstgewerbeschule verbunden, welche die künstlerische Heranbildung von tüchtigen Arbeitskräften beiderlei Geschlechts für die Bedürfnisse der verschiedenen Zweige der Kunstindustrien, insbesondere die Ausbildung von Zeichnern, Lithographen, Zeichnungslehrern, Dekorationsmalern, Glasmalern, Modelleuren, Bildhauern, Bildschnitzern, Vergoldern, Hafnern, Kunsttischlern, Silber- und Goldarbeitern etc. bezweckt.

Das Gewerbemuseum Winterthur bezweckt: a. die Förderung der gewerblichen Bildung überhaupt; b. die Unterstützung der Unterrichtszwecke des Technikums. Das Museum besitzt Sammlungen, welche dem Publikum reiche Belehrung bieten; insbesondere finden Handwerker und Gewerbetreibende darin Anregung zu neuem Schaffen. Der Besuch ist ein erfreulicher und zwar nicht nur von Seite Winterthurs und der näheren Umgebung, sondern auch aus weiteren Kreisen. Bestandtheile der Sammlungen können nach den verschiedensten Gegenden hin zu zeitweiliger Benutzung bezogen werden.

Das nämliche Gewerbemuseum hat auch eine chemische Station. Es besteht nämlich mit einem Chemiker des Technikums ein Vertrag, wonach derselbe chemische Untersuchungen gegen mäßige Gebühren ausführt und zwar nicht nur für Angehörige des Kantons Zürich. Das Technikum stellt das Laboratorium und die Chemikalien, letztere gegen mäßige Vergütung zur Verfügung. Mit dieser Einrichtung leistet das Gewerbemuseum nicht nur dem Gewerbe einen Dienst, sondern auch dem Technikum, indem dadurch die Lehrerschaft der chemischen Fachschule in beständiger Fühlung mit der Praxis bleibt.

Die Gewerbemuseen Zürich und Winterthur stehen unter einer gemeinsamen Centralkommission, welche auch für die Herausgabe des «Schweizerisches Gewerbeblatt» sorgt.

Die Seidenwebeschule Zürich soll dazu beitragen, die Seidenindustrie fortzuentwickeln, und zwar durch umfassende theoretische und praktische Ausbildung von Zöglingen und durch Einführung neuer Artikel in die Industrie. Man hofft, mit Hilfe dieser Anstalt noch komplizirtere und reichere Gewebe, als bisher in der Schweiz hergestellt wurden, einzuführen, und dadurch mehr Spielraum für den Fall zu gewinnen, als gewisse Artikel, welche die Schweiz jetzt vorzugsweise erstellt, von der Ungunst der Mode zeitweise betroffen werden. Auch der Hausindustrie sollen durch die Schule tüchtige Kräfte zugeführt werden.

Das Gebäude und die innere Einrichtung desselben wurden von der zürch. Seidenindustrie-gesellschaft im Verein mit der Stadt Zürich erstellt, und das jährliche Defizit wird durch die Zinsen des Webschulfonds,** einen höchstens 5000 Fr. betragenden Zuschuß der Stadt Zürich und eine sich auf 9000 Fr. belaufende Leistung des Kantons gedeckt.

Die Anstalt zählte im ersten Schuljahre (1882) 21 und im zweiten 36 Zöglinge. Im ersten Schuljahre waren zwei Lehrer an derselben thätig, im zweiten Jahre vier.

Die 107 Fortbildungs-, Handwerker-, Gewerbe- und Civilschulen werden von circa 2500 Schülern besucht, deren Alter bei der großen Mehrzahl über 15 Jahre beträgt und bei einer Anzahl von Schülern bis auf 30 steigt.

Die große Mehrheit dieser Schulen dient in erster Linie allgemeinen Bildungszwecken: Rechnen (an 103 Schulen), Deutsche Sprache (102), Geometrie (72), Vaterlandskunde (72), Zeichnen (69), Rechnungs- und

* Der Bundesrath ist eingeladen, eine Untersuchung über die Lage derjenigen Industrien und Gewerbe zu veranstalten, welche sich über die Handelsverträge beschweren, und zu prüfen, in welchem Maße zur Hebung dieser Industrien und des Handwerks beigetragen werden könnte, sei es durch die Umarbeitung des Zolltarifs, sei es durch Unterstützung von Handwerker- und Kunstgewerbeschulen, sei es durch andere Mittel.

** Dieser Fonds im Betrage von 200,000 Fr. wurde von Industriellen zusammengelegt.

Buchführung (51), Geschichte (18), Geographie (15), Französische Sprache (13), Schreiben (4), Naturkunde (6), Modelliren (4), Italienische Sprache (2), Englisch (1).

Die Dauer der Kurse erstreckt sich bei ungefähr der Hälfte der Schulen auf das ganze Schuljahr, während die andere Hälfte nur Winter-schulen sind. Die wöchentliche Stundenzahl variirt zwischen 2 und 95, beträgt bei der Mehrzahl der Schulen 4, von denen in der Regel zwei Sonntagsstunden dem Zeichnungsunterricht gewidmet sind, im Durchschnitt 6—7.

Circa 30 dieser Institute können vermöge ihrer Organisation auf den Namen Handwerker- oder Gewerbeschulen Anspruch machen. Circa 40 andere haben von den speziell beruflichen Fächern wenigstens den Zeichnungsunterricht in ihren Lehrplan aufgenommen.

Der Kanton Zürich verausgabt für das gewerbliche Bildungswesen circa Fr. 58,000 (ca. 1 % der ordentlichen Staatsausgaben), nämlich: 1) an Gewerbemuseen (der Beitrag für die Gewerbemuseen betrug von 1875 bis 1880 je Fr. 20,000 per Jahr) Fr. 15,000; 2) an die zürcherische Seidenwebeschule Fr. 9000; 3) an 107 freiwillige Handwerks-, Gewerbe- und Fortbildungsschulen Fr. 16,160; 4) für weitere Bildungszwecke in gewerblicher Richtung: a. Arbeitslehrerinnenkurse Fr. 3160; b. die permanente Schulausstellung Fr. 1000; c. Handwerks- und Gewerbevereine Fr. 1170; 5) an die Erstellung eines Zeichnungslehrmittels im Gesamtkostenbetrage von Fr. 100,000 leistet der Staat auf die Dauer von 4 Jahren je Fr. 12,500 (einen ebenso großen Betrag leisten die Gemeinden).

Kanton Bern. Die Anstalten für gewerblichen Berufsunterricht in diesem Kantone zerfallen in zwei Hauptkategorien, nämlich: 1) in Bildungs-institute zur Hebung bestimmter, für den Kanton besonders wichtiger Industriezweige, und 2) in Bildungsinstitute zur Hebung des Handwerker- und Gewerbebestandes überhaupt.

Zu den ersten gehören die Uhrenmacherschulen von Biel, St. Immer und Pruntrut, die Zeichnungsschule von St. Immer und die Zeichnungs- und Modellirschule von Brienz, letztere im Dienste der Oberländischen Schnitzler-industrie, die drei andern im Dienste der Uhrenmacherei stehend. Zur zweiten Kategorie sind zu zählen einerseits die Muster- und Modellsammlung in Bern, welche, wiewohl in kleinem Maßstabe und mit beschränkten Mitteln, das Gewerbemuseum des Kantons repräsentirt, andererseits die verschiedenen Handwerker- und Gewerbeschulen des Kantons.

In dritter Linie muß die Kunstschule in Bern erwähnt werden, insofern sie mittelbar durch Heranbildung von Zeichnungslehrern, unmittelbar durch Ertheilung von Unterricht und Rath an angehende wie bereits etablierte Kunsthandwerker (z. B. Schnitzler, Töpfer, Möbelfabrikanten u. s. w.) dem gewerblichen Bildungswesen Dienste leistet. Nicht direkt mit ihr verbunden, aber an sie anlehnend, ist endlich zu nennen eine versuchsweise eingeführte und vom Staate durch Besoldung des betreffenden Lehrers ermöglichte Anstalt für den Unterricht in der Ofenmalerei.

Als wünschenswerthe und notwendige Ergänzungen des Bestehenden bezeichnet die Regierung von Bern: 1) Einrichtung einer Schnitzlereiwerkstatt in Verbindung mit der Zeichnungsschule in Brienz. Diese Verbesserung der Anstalt ist schon längst als dringlich und für die nachhaltige Hebung der Schnitzlerindustrie als Kunstgewerbe unerläßlich anerkannt.

2) Die Errichtung einer Zeichnungsschule in Heimberg zur Hebung der dortigen Töpferindustrie. Auch dieses Projekt ist im Stadium der Berathung; von seiner Realisirung wären die besten Wirkungen für den Aufschwung der schon jetzt zu schönen Hoffnungen berechtigenden bernischen Keramik zu erwarten.

3) Vermehrung der Mittel der Kunstschule zum Zwecke der Ausdehnung des kunstgewerblichen Unterrichts, z. B. in der Keramik, sowie in der Porzellanmalerei.

4) Erweiterung der Muster- und Modellsammlung in Bern. Die Berichte der Anstalt wiederholen immer auf's Neue die Klage über unzureichende Mittel für Verbesserung und Vermehrung ihrer Sammlungen und Beschaffung geräumiger Lokalitäten.

5) Förderung der Handwerkerschulen. Nur 6 derselben können auf ihren Namen vollen Anspruch machen; die übrigen stellen sich mehr nur als Vereinigungen zur periodischen Abhaltung von Handwerkerschulkursen dar.

6) Die Errichtung einer Korbflechterschule.

7) Die Errichtung eines eigentlichen Technikums mit kunstgewerblicher Abtheilung.

Die Staatsausgaben für das Gewerbebildungswesen spezifiziren sich nach der Staatsrechnung für 1882 wie folgt: Fach- und Gewerbeschulen 17,093 Fr. (im Jahre 1883 20,000 Fr.), Beitrag an die Kunstschule 5000 Fr., Beitrag an die Anstalt für Ofenmalerei 1800 Fr., Beitrag an die Muster- und Modellsammlung 7000 Fr.; dazu kommt noch eine Summe von 7258 Fr. als Handwerkerstipendien, ausgerichtet an arme Jünglinge zur Erlernung eines Handwerks; Total Fr. 38,151 = ca. 0,5 % der Staatsausgaben.

Kanton Luzern. Hier bestehen eine kantonale Kunstgewerbeschule, eine Fortbildungsschule für technisches Zeichnen, die von der gemeinnützigen Gesellschaft der Stadt Luzern eingeführte Handwerker-Fortbildungsschule in Luzern und die von Theodor Bell & Cie. gegründete Handwerkerschule in Kriens.

Die kantonale Kunstgewerbeschule hat den doppelten Zweck, einerseits befähigte Jünglinge für das Kunsthandwerk heranzubilden und andererseits durch Sammlungen, Ausstellungen und andere ihr zu Gebote stehende Mittel das Interesse für das Kunstgewerbe anzuregen und zu fördern. Die Anstalt besteht aus vier Abtheilungen: Zeichnen, Malen, Modelliren und Holzschnitzen, Metallarbeiten.

Die Fortbildungsschule für technisches Zeichnen bezweckt, einerseits dem Handwerker die nöthige Grundlage im technischen Zeichnen zu geben, andererseits denselben in dieser Kunst, mit besonderer Berücksichtigung seines Berufes, weiter auszubilden.

Die Handwerker-Fortbildungsschule pflegt folgende Unterrichtsfächer: Deutsche Sprache mit Lesen, Schreiben mit Aufsatz, Rechnen mit Buchführung, Realien.

Für Anschaffungen von Material, Büchern, Vorlagen, Modellen und Werkzeugen sind im Budget der Staatsrechnung 1200 Fr. ausgesetzt. An die Handwerker-Fortbildungsschule leistet der Staat jährlich 200 Fr.

Die Handwerkerschule in Kriens (1882: 48 Schüler; Lehrgegenstände: Sprachunterricht, Korrespondenz, Rechnen, Vaterlandskunde) wird von der Gründerin (Firma Bell & Cie. in Kriens) unterhalten. (Forts. folgt.)

Exécution de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques. Extrait du rapport de gestion du Département fédéral du commerce et de l'agriculture pour l'année 1883: «Le nombre des établissements soumis à la loi dans chaque canton était le suivant à la fin de 1883: (Les chiffres placés entre parenthèses indiquent le nombre des ouvriers.) Zurich 473 (30,990), Berne 205 (12,845), Lucerne 45 (2245), Uri 4 (79), Schwyz 26 (1706), Unterwald-le-Haut 2 (75), Unterwald-le-Bas 7 (165), Glaris 73 (8591), Zoug 13 (1954), Fribourg 22 (908), Soleure 66 (6464), Bâle-Ville 115 (9765), Bâle-Campagne 39 (3177), Schaffhouse 43 (2476), Appenzell Rh./Ext. 200 (4054), Appenzell Rh./Int. 18 (418), St-Gall 678 (20,291), Grisons 31 (983), Argovie 243 (13,081), Thurgovie 283 (8366), Tessin 17 (1733), Vaud 105 (4123), Valais 8 (333), Neuchâtel 37 (2025), Genève 88 (2843). Le total des établissements est de 2841, celui des ouvriers de 139,690.

Ont été radiés de la liste des fabriques: 66 établissements avec 1740 ouvriers. Pendant l'année 1882 il y eut 17 requêtes et recours tendant à l'exemption de la loi, tandis qu'en 1883 il n'y en eut que cinq, dont deux ont été rejetés (une scierie et une broderie) et trois admis (une fabrique de ciment et de chaux, un atelier de charpentier et une scierie avec ateliers de charpentier).

Le travail continu a été accordé à: trois fabriques de ciment, une fabrique d'alcool, un établissement de carbonisation, une fabrique de produits chimiques et une fabrique de carton.

A teneur de l'art. 16, alinéa 3 de la loi, l'autorisation provisoire d'occuper au travail de nuit des jeunes gens de 16 à 18 ans a été accordée à une papeterie, à la condition que ces jeunes gens ne travailleraient pas au delà de 8 heures sur 24, et seulement de leur plein gré et avec le consentement de leurs parents ou tuteurs.

Une fabrique de lait condensé ainsi que la fabrique de produits chimiques susmentionnée obtinrent l'autorisation pour le travail du dimanche.

Les questions de principe sur lesquelles nous avons eu à nous prononcer pendant le courant de l'année sont les suivantes:

Plusieurs fabriques de pâtes alimentaires de certains cantons ont demandé qu'à l'égard de leurs ouvriers il soit fait application de l'art. 12 de la loi, c'est-à-dire que ceux-ci ne soient considérés que comme employés aux ouvrages accessoires de la fabrication des pâtes. Nous avons admis cette interprétation et le Département du commerce a adressé dans ce sens une circulaire aux cantons (14 juin 1883).

La question de savoir si les fabriques de broderies, ayant dans le même local trois machines à broder ou plus appartenant à un ou plusieurs propriétaires devaient être soumises à la loi, a rencontré quelques divergences de vue. Que les machines appartiennent à tel ou tel propriétaire, il est évident qu'au point de vue sanitaire les conditions de travail restent les mêmes; d'un autre côté, soumettre à la loi des locaux ayant trois machines appartenant à un seul propriétaire et ne pas soumettre ceux qui ont 6 ou 8 machines, mais appartenant à plusieurs propriétaires (voir l'arrêté fédéral du 6 janvier 1882, rapport de gestion pour l'année 1881, Feuille fédérale 1882, tome I, page 11) serait créer une anomalie. Aussi, pour l'éviter nous avons adopté le principe que toute fabrique de broderies comptant 3 machines ou plus, lors même qu'elles appartiendraient à plusieurs propriétaires, doit être soumise à la loi, à moins toutefois qu'elle n'occupe exclusivement que des membres d'une même famille vivant ensemble dans le même ménage.

La disposition que contient l'art. 12 de la loi fédérale concernant «l'âge de 18 ans» a été interprétée de telle façon par une filature, que celle-ci s'est imaginé que cette disposition ne s'appliquait «qu'aux femmes non mariées» et non aux ouvriers masculins, et que par conséquent, ceux de ces derniers âgés de moins de 18 ans, devaient être considérés comme employés à des ouvrages accessoires. Nous n'avons pas admis cette interprétation qui ne répond nullement au sens de l'article de la loi.

Mentionnons également que nous nous sommes toujours tenus ferme au principe que les femmes ne doivent pas être employées au travail de nuit (après 8 heures du soir, art. 15), lors même que l'établissement aurait obtenu l'autorisation du travail prolongé (art. 11).

L'opinion que de grands ateliers de confection devaient être aussi soumis à la loi n'a rencontré aucune opposition; au contraire, dans les centres de ce genre de travail tout le monde était d'accord. Quant aux ateliers d'horlogerie comptant plus de cinq ouvriers avec transmissions, ou plus de 25 ouvriers sans moteur, l'application de la loi est soumise à bien des contradictions.

La débite a donné lieu à certaines expériences. Voici à ce sujet l'opinion à laquelle nous nous sommes arrêté:

Le montant du décompte (salaire de 6 jours au plus) retenu à l'ouvrier qui quitte sa place sans résiliation légale de son contrat, appartient au patron à titre de dédommagement et non à titre d'amende comme il est dit à l'art. 7, alinéa 3 de la loi. Si le patron consacre volontairement ces sommes retenues à la caisse de secours, il n'y a naturellement rien à objecter à cela.

Si le patron croit avoir droit à d'autres dédommagements de la part d'un ouvrier qui aura quitté sa place sans avertissement, c'est le juge compétent qui prononce; en aucun cas le patron ne pourra procéder d'une façon arbitraire.

Le patron ne peut pas non plus retenir le salaire ou décompte restant à un ouvrier qu'il congédie sans avertissement pour une faute disciplinaire; en cas de différend, c'est également le juge qui prononce.

Les inconvénients constatés pendant le courant de l'année sont les suivants:

Emploi d'enfants de 14 à 18 ans dans des fabriques d'un district à tabac.

Autorisation du travail prolongé accordée trop facilement par certaines autorités cantonales.

Infraction à la journée normale de travail restée impunie.

La journée normale éludée, en rendant trop difficile le contrôle du travail fait à tour de rôle ou par équipe.

Du reste, le nombre des plaintes reçues n'est pas grand et celles de nature anonyme et provenant habituellement des ouvriers sont presque toujours reconnues comme non fondées.

Le 18 juin, nous avons publié une instruction à l'usage des inspecteurs de fabrique, laquelle détermine leurs devoirs et leur compétence, ainsi que les relations qu'ils doivent avoir avec l'autorité fédérale, les organes cantonaux et locaux et les particuliers.

Les inspecteurs de fabrique ont participé à l'exposition nationale de Zurich en exposant un choix d'appareils et d'installations protectrices contre les dangers auxquels sont exposés la vie et la santé de l'ouvrier. Ils ont été soutenus très obligeamment dans leur oeuvre par plusieurs industriels, notamment par M. Philippe Imbach, à Bâle. Les autorités cantonales ont été invitées à déléguer à cette exposition leurs organes chargés de l'application de la loi (les chefs des départements respectifs); ceux-ci s'y rendirent assez souvent. M. Nusperli était chargé de donner tous les éclaircissements et renseignements désirables.

Les appareils et installations exposés ont été décrits et en partie dessinés par M. Nusperli qui a réuni le tout en une brochure; il est à espérer que cette exposition ainsi que ce travail produiront tous deux d'heureux effets.

Tarif fédéral des péages. D'après les propositions de la commission du Conseil des Etats, 50 % environ des marchandises importées n'auraient aucun droit à payer; 20 % environ paieraient de 0 à 1 % de leur valeur; 14 % environ de 1 à 3 %; 4 1/2 % environ de 3 à 5 %; 10 % environ de 5 à 8 % et 1 1/2 % environ plus de 8 %. Les proportions suivantes des catégories soumises à un droit supérieur à 1 % ne sont pas liées par des traités: dans la rubrique imposée d'un droit de 1 à 3 % sur la valeur, le 7 % des marchandises; dans celle de 3 à 5 % le 1 1/2 %; dans celle de 5 à 8 % le 4 % et dans celle de 8 % le 1 %.

Calcul approximatif des recettes de péages,
d'après la moyenne d'importation et d'exportation de 1872/81.

Catégories	D'après le tarif actuel	D'après le projet du Conseil fédéral	D'après l'arrêté du Conseil national	D'après les propositions de la commission du Conseil des Etats
Importation:	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
I. Déchets et engrais	15,231	11,461	8,030	11,460
II. Espèces chimiques	958,140	918,973	840,462	883,915
III. Verre	482,777	438,828	433,328	425,828
IV. Bois	359,894	409,464	567,910	670,073
V. Objets mécaniques	429,404	443,006	447,780	468,965
VI. Produits agricoles	31,612	37,186	27,332	30,952
VII. Cuir	371,788	371,788	371,788	371,788
VIII. Objets de littérature, de science et d'art	65,829	76,990	76,990	76,792
IX. Métaux	1,518,781	1,591,761	1,500,075	1,482,177
X. Matières minérales	448,405	446,685	552,719	518,346
XI. Comestibles, boissons, tabacs	10,479,019	11,473,900	11,214,563	11,247,029
XII. Huiles et graisses	202,359	206,281	198,271	200,577
XIII. Papier	197,721	198,621	203,833	202,088
XIV. Matières textiles	2,135,409	2,608,563	2,360,846	2,494,206
XV. Animaux et matières animales	158,341	510,740	792,114	787,559
XVI. Poteries	298,700	297,384	292,384	294,884
XVII. Articles divers	263,325	264,913	264,913	264,913
— Exportation	18,366,765	20,306,494	20,153,593	20,431,552
	456,068	234,385	99,220	248,978
Total	18,822,833	20,540,879	20,252,813	20,680,530

Eu égard à la diminution d'importation à prévoir vis-à-vis de la moyenne de 1872/81, ainsi qu'à une augmentation des frais d'administration, il y a lieu de déduire des nouvelles recettes de péages, conformément à l'évaluation du Département des péages, 10 % des recettes sur les marchandises dont les droits ont été relevés, par 1,500,000 1,500,000 1,500,000 de sorte qu'il en résulte, comme recette nouvelle présumée, une somme de 19,040,879 18,752,813 19,180,530

Il se produit par conséquent, d'après les propositions de la commission du Conseil des Etats, vis-à-vis du projet du Conseil fédéral, une augmentation de recette de 139,651 fr. et vis-à-vis du projet du Conseil national une augmentation de 427,717 fr.

Zollwesen des Auslandes. Deutschland: Der mit Spanien vereinbarte deutsche Einfuhrzoll von 4 Mk. für 100 kg Olivenöl in Fässern gilt auch für das in Flaschen oder Krügen von mindestens 50 kg Bruttogewicht eingehende Olivenöl. (Für solches Öl, welches in Flaschen oder Krügen mit weniger als 50 kg Bruttogewicht eingeführt wird, beträgt der Zoll 10 Mk. für 100 kg.)

— **Vereinigten Staaten von N.A.:** Schwere Gewebe aus Baumwolle und Jute für Tapissieren müssen als „nichtbenannte Baumwollgewebe“ mit 35 % des Werthes verzollt werden.

Baumwoll- und Seidengewebe, mit Metallfäden durchwirkt, unterliegen dem Zoll von 45 % ad val., wenn das Metall einen höheren Werth als die übrigen Materialien repräsentiert.

Für Seidenknöpfe und Touristenkappen aus Seide beträgt der Zoll 50 % des Werthes.

Für Glycerin, ob braun oder gelb, wenn bis zu irgend einem (noch so niedrigen) Grade gereinigt, sind 5 Cents pr. amerik. Pfund (ca. Fr. 0.60 pr. kg) zu entrichten.

— **Republik Columbia:** Auf landwirtschaftliche Maschinen, deren Einfuhr bis vor kurzer Zeit zollfrei war, ist ein Zoll von 1 Cent pr. kg gelegt worden; ebenso auf geschnittene Muster bis zum Gewicht von 25 kg.

Douanes étrangères. Italie: L'iodeforme est assimilée au chloroforme; en conséquence il est soumis au droit de 4 fr. par 100 kg sur le poids brut, plus le droit (droit d'importation et taxe de fabrication) sur deux litres d'alcool par chaque kg net d'iodeforme.

— **Pays-Bas:** Les tuyaux en terre pour conduites d'eau, canaux d'écoulement, drainages et objets analogues, lors même qu'ils sont en ciment desséché, sont compris sous l'article des „ouvrages en terre et poterie“ et sont frappés d'un droit ad valorem de 5 %.

— **Russie:** Les chaînes de montre ou de médaillon, en alliages de cuivre, sont classées sous l'article 227 § 1 ou 2, selon le caractère de l'objet, et paient par conséquent 37 kop à 1 rouble 20 kop. la livre.

Musées commerciaux et industriels à l'étranger. Le roi de Portugal a signé, le 24 décembre dernier, un décret établissant deux musées industriels et commerciaux, l'un à Lisbonne et l'autre à Porto. Chacun de ces musées sera divisé en deux sections, l'une industrielle et l'autre commerciale, et chacune de ces sections comprendra deux sous-sections, la sous-section nationale et la sous-section étrangère. Le but de ces musées est d'acquiescer et d'exposer au public des collections de produits et de matières premières, accompagnées de renseignements suffisants pour en faire connaître l'origine, le fabricant ou le commerçant, le prix ou lieu de production, les dépenses de transport, les marchés de consommation et toutes les autres informations qui pourront donner une idée pratique de leur valeur et de leur emploi.

Le Bulletin du Musée commercial belge, auquel nous empruntons ce qui précède nous apprend en outre que le Consul belge à la Nouvelle-Orléans s'offre à consacrer un étage du bâtiment où sont établis ses bureaux à l'organisation d'un musée d'échantillons belge.

M. le Consul consentirait également à prendre certaines mesures pour faire visiter, autant que possible, le local en question par les représentants des différentes firmes locales.

Einfuhr Belgiens aus der Schweiz.

Importations de Suisse en Belgique.

Januar bis Ende Dezember — Janvier à fin décembre

	1881	1882	1883	
Butter, frische u. gesalzene q	554	893	554	Beurre frais et salé.
Eier St. p.	—	1,163,000	950,000	Oeufs de volaille.
Häute, rohe q	1,825	2,715	1,747	Peaux brutes.
Chocolade „	81	111	194	Chocolat.
Töpferwaren, gewöhnliche „	4	6	88	Poteries communes.

Ausfuhr aus Belgien nach der Schweiz.

Exportations de la Belgique pour la Suisse.

Januar bis Ende Dezember — Janvier à fin décembre

	1881	1882	1883	
Fische, mit Ausnahme von				Poissons, autres que ha-
Heringen q	340	292	236	rengs.
Fleisch „	4,522	1,570	2,971	Viandes.
Fette „	17,375	23,397	24,744	Graisses.
Guano „	2,497	2,549	1,596	Guano.
Weizen, Spelz, Mengkorn q	107,288	160,565	17,326	Froment, épeautre, méteil.
Hafer, Mais, Buchweizen „	17,920	37,375	9,490	Avoine, mais, sarrasin.
Reis „	11,044	8,442	8,885	Riz.
Mehl, Kleie und andere				Farines, son, fécules ali-
Mahlprodukte aller Art „	174	1,164	2,473	mentaires et moutures
				de toute espèce.
Robzucker q	—	—	10	Sucres bruts.
Zucker, raffiniert, „	5,712	6,446	5,458	Sucres raffinés.
davon entfallen auf:				dont:
Kandiszucker	5,712	6,446	5,458	Candis.
Tabak, unbearbeitet, exkl.				Tabacs non fabriqués, non
Rippen „	26	90	7	compris les côtes.
Cigarren „	80	126	127	Cigares.
Vegetabilische Oele, un-				Huiles végétales, excepté
genießbare „	14,732	14,417	19,750	celles alimentaires.
Petroleum q	143,053	163,101	100,688	Huile de pétrole.
Harze und Erdharze „	5,646	9,205	7,782	Résines et bitumes.
Chemische Produkte mit				Produits chimiques, autres
Ausnahme v. Sodasalzen q	5,586	4,833	4,159	que sels de soude.
Sodasalze „	8,272	7,097	8,707	Sels de soude.
Stärke „	4,095	3,506	3,301	Amidon.
Gerberinde q	—	123	2,590	Ecorces à tan.
Leder, gefärbt, lakirt etc.,				Peaux teintes, vernies et
sowie appretiertes Pelz-				autrement préparées (y
werk „	77	169	1,147	compris les pelletteries
				apprêtées).
Dachschiefer St. p.	715,600	1,007,500	259,700	Ardoises pour toitures.
Fensterglas q	17,551	11,532	11,215	Verres de vitrage.
Guß Eisen, roh. q	4,403	9,201	2,518	Fonte brute.
Stahl in Stangen, Blech oder				Acier en barres, feuilles ou
Draht exkl. Schienen „	—	—	341	fils, autres que rails.
Schienen „	224	2,993	—	Rails.
Eisenblech „	22,144	24,892	22,102	Tôles.
Anderes geschmiedetes, ge-				Fer battu, étiré et laminé,
walzt, gezogenes Eisen „	18,578	11,561	13,354	autre que rails et tôles.
Bearbeitetes Schmiedeeisen				
mit Ausnahme v. Nägeln „	2,693	2,420	2,175	Fer ouvré, autre que clous,

Kupfer und Nickel, roh . q	508	928	445	Cuivre et nickel bruts.
Zink, roh „	4,137	3,761	3,404	Zinc non ouvré.
Waffen „	127,921	198,489	170,675	Armes.
Rohseide q	143	76	02	Soies brutes.
Seidener Tüll u. Spitzen „	—	—	7	Tulles, dentelles et blondes
				de soie.
Wolle, belgische q	836	1,261	363	Laine (d'origine belge).
andere, im Transit-				„ d'origine étrangère
Verkehr „	49,751	66,053	32,189	(en transit).
Garne von Schafwolle und				Fils de laine et de poils
Ziegenhaaren „	454	519	470	de chèvre.
Wollenstoffe, Kaschmir und				Draps de laine, casimirs et
dergleichen „	802	559	518	tissus similaires.
Wollenstoffe, leichte . . „	63	87	145	Tissus de laine, légers.
Leinwand und solches aus				Fils de lin ou d'autres fila-
andern vegetabilischen				ments végétaux.
Spinnstoffen q	4,820	3,230	5,226	Tissus de lin, de chanvre
Leinen, Hanf- und Jute-				et de jute:
Gewebe:				toiles unies et croisées.
glatt und croisé	1,979	2,780	4,081	autres.
andere „	2,058	897	324	
Baumwollgarne q	3,041	3,298	3,777	Fils de coton.
Baumwollgewebe	1,371	909	989	Tissus de coton.
Baumwollener Tüll und				Tulles, dentelles et blondes
Spitzen „	77	128	66	de coton.

Situation de la Banque d'Angleterre.

	21 février	28 février	21 février	28 février
Encaisse métall.	22,250,336	22,495,913	Billets émis	36,667,110
Réserve de billets	12,674,415	13,080,460	Dépôts publics	10,885,613
Effets et avances	24,375,561	24,812,634	Dépôts particuliers	23,014,063
Valeurs publiques	13,453,063	13,453,063		23,026,465

Situation de la Banque de France.

	21 février	28 février	21 février	28 février
Encaisse métall.	1,983,510,149	1,988,109,147	Circulation	
Portefeuille	1,289,500,451	1,313,668,154	de billets	2,950,847,455
Avances sur nan-				2,974,347,870
tissement	328,311,122	319,200,532		

Situazione della Banca nazionale nel regno d'Italia.

	10 Febbraio	20 Febbraio	10 Febbraio	20 Febbraio
Moneta metallica	217,934,114	219,062,915	Circolazione	475,262,778
Portafoglio	187,370,292	179,352,766	Conti correnti a	46,470,912
Fondi pubblici e			vista	42,134,257
titoli diversi	161,002,945	160,951,908	Conti correnti a	68,536,963
			scadenza	67,194,209

Situation der Oesterreichisch-Ungarischen Bank.

	23. Februar	29. Februar	23. Februar	29. Februar
Metallschatz.	188,600,810	185,426,125	Banknotenumlauf	342,980,880
Wechsel:			österr. fl.	österr. fl.
auf das Inland	120,762,785	128,250,658	Sofort fällige Ver-	347,883,570
auf d. Ausland	12,499,952	12,882,817	bindlichkeiten	1,405,699
Lombard	23,541,500	23,649,700		1,286,879

Wochensituation der Deutschen Reichsbank.

	23. Februar	29. Februar	23. Februar	29. Februar
Metallbestand	621,883,000	623,781,000	Notenumlauf	670,221,000
Wechsel	370,480,000	358,861,000	Täglich fällige	680,149,000
Effekten	19,129,009	18,570,000	Verbindlichkeiten	252,210,000
				234,306,000

Situation de la Banque nationale de Belgique.

	21 février	28 février	21 février	28 février
Encaisse métallique	98,365,216	97,182,416	Circulation	345,482,270
Portefeuille	283,165,180	286,212,012	Comptes courants	351,106,100
				67,596,404
				65,475,879

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Zeilenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 Cts., die ganze Spaltenbreite 50 Cts.

Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Generalversammlung

der

Aktionäre der Bank in Winterthur.

Der unterzeichnete Verwaltungsrath der Bank in Winterthur hat die Ehre, die Herren Aktionäre gemäß Statuten zu einer ordentlichen Generalversammlung auf

Samstag den 29. März 1884, Morgens 9 Uhr,
in das Casino in Winterthur

zur Behandlung folgender Traktanden einzuladen:

- 1) Abnahme der Jahresrechnung.
- 2) Integralerneuerung resp. Wahl sämtlicher 11 Mitglieder des Verwaltungsrathes.
- 3) Wahl von drei Rechnungsrevisoren und zwei Suppleanten.

Die zur Theilnahme berechtigenden Karten sind gegen Vorweisung der mit Bordereaux begleiteten Aktien oder legalisirten Ausweise über deren Besitz vom 26. bis 28. März Mittags inkl. bei der Schweiz. Kreditanstalt in Zürich und bis zum 28. März Abends 6 Uhr, auf unserm Bureau zu beziehen. — Wir machen ausdrücklich darauf aufmerksam, daß an diesem Termine strenge festgehalten wird und somit am 28. März nach 6 Uhr Abends keine Eintrittskarten mehr ausgegeben werden.

Rechenschaftsberichte können vom 19. März an bei der Schweizerischen Kreditanstalt und der Expedition der «Handelszeitung» in Zürich, bei der Basler Handelsbank, den Herren von Speyr & C^e in Basel, den Herren Mandy & Dorn in St. Gallen und auf unserm Bureau in Empfang genommen werden.

Winterthur, den 29. Februar 1884.

Namens des Verwaltungsrathes der Bank in Winterthur,
(OF 3225) ³ Der Präsident: **Ed. Sulzer.**

Société immobilière du Bugnon à Lausanne.

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale à l'hôtel de l'Ours, le **samedi 15 mars** prochain, à 2 1/2 heures après midi.

Ordre du jour:

Rédaction des comptes au 31 décembre 1883.

Nomination de deux vérificateurs pour 1884.

Lausanne, le 29 février 1884.

Au nom du comité,

Le gérant:

R. Chabloz.

Das Central-Stellenvermittlungs-Bureau des Schweiz. Kaufmännischen Vereins in Zürich

vermittelt kaufmännische Stellen (speziell auch Reiseposten), Associationen und Vertretungen, sowie den Ankauf und Verkauf kaufmännischer Geschäfte. — Filialen im In- und Auslande. — Soweit es sich um bezahlte Stellen handelt, ist die Vermittlung für die Herren Prinzipale **gratis**. — Anmeldungen von Lehrlingskandidaten werden ebenfalls kostenfrei angenommen.

Behörden, Bankinstituten, Fabrikanten & Geschäftsleuten

empfiehlt sich

zur Anfertigung aller vorkommenden Druckarbeiten

die Buchdruckerei **JENT & REINERT** in Bern

Kursblatt der Berner Bankvereingung

erscheint jeden Montag und Donnerstag.

Preis jährlich Fr. 4

Abonnemente nehmen alle Postbüreau entgegen

Berner Handelsbank.

Die Herren Aktionäre werden eingeladen, der ordentlichen

Generalversammlung

Samstag den 22. März, Morgens 10^{1/2} Uhr
im untern Saale des Casino in Bern

beizuwohnen.

Traktanden:

- Abnahme des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrathes.
- Prüfung und Abnahme der Jahresrechnung.
- Festsetzung der Dividende pro 1883.
- Wahl von 3 Revisoren für das Geschäftsjahr 1884.
- Wahl von 3 Mitgliedern des Verwaltungsrathes.

Die Herren Aktionäre, welche an derselben theilnehmen wollen, sind ersucht, vom 10. bis 17. März ein Bordereau mit Nummernverzeichnis ihrer Aktien einzugeben, in

Bern, bei der Bank selbst;
St. Immer, » Herrn Adolf Locher;
Biel, » » Paul Blösch & C°;
Zürich, » der Tit. Kreditanstalt;
Basel, » dem » Bankverein;
Zofingen, » der » Bank in Zofingen;
St. Gallen, » Herrn J. V. Grob;

wo zugleich der gedruckte Jahresbericht von 1883 vom 5. März an erhoben werden kann.

Bern, den 22. Februar 1884.

Namens des Verwaltungsrathes,
Der Präsident:

Dr. von Gonzenbach.

(O H 7456)

Spar- und Leihkasse in Bern.

Der Dividendencoupon pro 1883

Fr. 37. 50 per Aktie à Fr. 500

» 7. 50 » » à » 100

wird vom 25. Februar an ausbezahlt.

Spar- und Leihkasse in Bern.

Die Zinsvergütung für Einlagen auf Sparhefte beträgt zufolge Beschluß des Verwaltungsrathes vom 1. April nächsthin hinweg:

bis 1,000 Franken 4 %,
über 1,000 bis 10,000 Franken 3^{1/2} % } für die ganze
über 10,000 Franken 3 % } Einlage,

wobei die Kasse, wie bis dahin, die Bezahlung der Staats- und für Einlagen aus der Gemeinde Bern auch der Gemeindesteuer übernimmt.

Bern, den 26. Februar 1884.

Der Direktor:
J. BURI.

Bank in Baden.

Die Herren Aktionäre werden hiemit zur zwanzigsten ordentlichen

Generalversammlung,

welche **Donnerstag den 6. März**, Nachmittags 2^{1/2} Uhr, im **Kurhaushaus** stattfindet, eingeladen.

Traktanden:

- Abnahme der Jahresrechnung und des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrathes über das Jahr 1883 und Décharge-Ertheilung an die Verwaltungsbehörden.
- Periodische Neuwahlen in den Verwaltungsrath.
- Wahl von drei Rechnungsrevisoren und drei Suppleanten für das Jahr 1884.

Zutrittskarten zur Versammlung sind gegen Ausweis über den Aktienbesitz bis und mit dem 5. März, Abends 5 Uhr, auf dem Bureau der Bank zu beziehen.

Die Geschäftsberichte stehen vom 15. Februar hinweg zur Verfügung der Herren Aktionäre; von demselben Zeitpunkt hinweg können die Bilanz, die Gewinn- und Verlust-Rechnung und der Censorenbericht von den Aktionären in unserm Geschäftslokale eingesehen werden.

Baden, im Februar 1884.

Namens des Verwaltungsrathes,
Der Präsident:

Welti-Siebenmann.

(O F 3005) *

Société Générale Immobilière de travaux d'utilité publique et agricole à Rome.

Aktien-Kapital nominell Lire 50,000,000
» emittirt » 25,000,000
» einbezahlt » 12,650,000

VII. Verloosung von Obligationen.

Nummern-Verzeichniss

von 286 Obligationen dieser Gesellschaft, am 1. Februar 1884 ausgeloozt, rückzahlbar mit Lire 500, am Sitz der Italienischen Nationalbank und ihren Succursalen, sowie bei der

Basler Depositen-Bank in Basel

per 1. April 1884, von welchem Datum an deren Verzinsung aufhört.

133	6499	11808	17727	23355	28395	32343	36971	41818	48603	54010	57759	63806
164	6878	11864	17907	23996	28589	32427	37041	42080	48808	54245	57900	63853
218	7615	11967	18224	24403	28685	32772	37596	42618	48995	54434	57925	63884
654	7764	12410	18489	25399	28952	32887	37671	42750	49043	54612	58009	64176
765	7810	12475	19556	25444	28967	32983	37818	42843	49135	54722	58173	64384
829	8187	12672	19735	25542	29341	33516	38157	43301	49458	54906	58360	64447
1654	8444	12772	20135	25548	29355	33974	38162	43356	50073	55403	58395	64451
1709	8544	12962	20318	25584	29356	34541	38203	44169	50194	55449	59528	64607
1972	8628	13630	20328	25968	29358	34565	38810	44755	50359	55683	60045	64618
2226	8755	14119	20614	26009	29574	34566	38945	44859	50518	55756	60056	64819
2336	9360	14307	20655	26092	30156	34606	39082	44910	50652	55865	60599	65154
3308	9705	14359	20663	26230	30171	34925	39511	45158	50715	56062	60897	65570
3312	9715	14876	20873	26357	30244	35048	39901	45554	50804	56149	61014	65607
3469	9764	14965	21121	26547	30670	35223	40019	46049	50942	56270	61060	65896
3898	10161	15414	21358	27164	30940	35398	40148	46945	50958	56315	61302	66628
4031	10568	15452	21791	27259	31030	35443	40362	46998	51267	56392	61434	66736
4051	10812	15660	21829	27277	31338	35447	40389	47763	51293	56470	61835	66998
4085	11078	16174	22242	27302	31388	35470	40732	47793	51324	56605	61873	67007
4248	11181	16219	22307	27401	31440	35610	40760	47803	51525	56618	62996	67081
4796	11336	16369	22308	27723	31457	35716	41060	48171	51752	56634	63277	67183
5515	11534	16522	22642	28207	31506	36454	41506	48374	53182	56847	63421	67803
5601	11540	16611	22899	28372	31954	36889	41765	48528	53819	57326	63713	67929

In früheren Ziehungen ausgeloozte Obligationen, die noch nicht zur Rückzahlung vorgewiesen worden sind und deren Verzinsung seit dem resp. Rückzahlungsdatum aufgehört hat.

Verloosung vom 1. Februar 1882.

20982.

Verloosung vom 1. Februar 1883.

5696 6143 6292 7455 16137 21064 21316 21512 22466 24434 30838 43906

Verloosung vom 1. August 1883.

4365 4408 5597 5964 7688 7815 8405 15271 15349 15765 16691
16707 16784 21743 21905 28580 28995 30544 42805 42885 47200 47445

Rom, 1. Februar 1884.

Buchdruckerei JENT & REINERT (Exp. des Schweiz. Handelsamtsblattes) in Bern — Imprimerie JENT & REINERT (Expédition de la Feuille officielle suisse du commerce) à Berne

Handels-Agentur Vertretung von Handelshäusern **J. B. Heer** St. Immer (Schweiz).

Kommissionsgeschäft und Bureau für
Auskunfts-Ertheilungen.
Courtage in Uhrengeschäften.
Der Einzug von Rechnungen auf
gütlichem Wege wird rasch und diskret
besorgt.

SIG^D DE BLONAY

avocat (H322L)
37, Grand'Rue
Morges.

Vertretung.

Ein sehr akkreditirtes Handels-
geschäft, welches Ober- und Central-
Italien regelmäßig bereisen läßt,
wünscht die Vertretung einiger
guten leistungsfähigen Häuser zu über-
nehmen.

Beste Referenzen und Garantien
stehen zu Diensten. Gef. Offerten unter
Chiffre H568 Z befördert die Annoncen-
Expedition Haasenstien & Vogler in
Zürich.

Agence commerciale

P.-E. JACOT

Hôtel-de-Ville, Locle.

Agence spéciale de renseignements
sur le canton de Neuchâtel. Commis-
sion. Contentieux. Recouvrements
simples et juridiques.

Unterricht in kaufm. Buchführung
ertheilt auf schriftl.
Wege W. Büchli, Buchhalter in Luzern.
Man verlange Prospekt und Zeugnisse.

R. Bürgi, Rechtsagent in Rheinfelden.

Incaso, Agenturen, Vertretungen, Commissionen

Import und Lager

von amerikanischen, englischen und
russischen

Maschinen-Oelen

in Orig.-Fässern von ca. 150 u. 100 kg
und Bomb. von 60/70 und 30/40 kg.
Tarife und Muster franko.

Carl Strütt, Basel.

17, unt. Rebgeasse, Basel.